SAUVEZ DES VIES
RESTEZ CHEZ VOUS

L'ECHO D'ALGERIE

INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information - 9e Année - Mardi 27 octobre 2020 - 10 Rabie Al Awwal 1441
N° 2533 - Algérie : 10 DA / 1 € www.lechodalgerie-dz.com

● Bac 2020

Le Premier ministre préside la cérémonie de distinction des meilleurs lauréats

● **Ouadjaout a déclaré des résultats «remarquables» des meilleurs lauréats en dépit de la pandémie**

Lire pages 16 & 4

Coronavirus

276 nouveaux cas, 178 guérisons et 8 décès en Algérie durant les dernières 24 heures

Lire page 16

Hamza Belaïdi, journaliste de «Dzertic24» décortique le secteur des start-up :

«"Les start-up" un potentiel à accompagner pour une économie émergente»

Lire page 5

Face au relâchement constaté dans le respect des mesures de prévention

Le gouvernement appelle à une forte mobilisation contre le coronavirus

● *Face au relâchement constaté dans le respect des mesures de prévention, le gouvernement a exhorté les citoyens à redoubler de vigilance et à demeurer «solidaires et déterminés» dans la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), qui connaît un «inquiétant rebond» sur le plan international. Après consultation du Comité scientifique, de l'autorité sanitaire et l'évaluation de la situation sanitaire à travers le territoire national, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a lancé un appel aux citoyens sur la nécessité de «poursuivre, avec rigueur et responsabilité, la mise en œuvre des mesures de consolidation du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus».*

Lire page 3

Photo : Fateh Guidoum ©

Large participation dans la 1re RM aux opérations de reboisement

L'Armée nationale populaire sur tous les fronts

Une large participation des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) a marqué les opérations de reboisement organisées dimanche dans plusieurs secteurs militaires relevant de la 1re RM de Blida à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'arbre (25 octobre) dans le cadre de consolidation de la relation armée/nation. À Blida, le secteur opérationnel a marqué sa contribution aux opérations de boisement, au niveau de nombreuses installations militaires du secteur et dans la région de Sidi Salem sur les hauteurs de Bouarfa où il a été procédé à la plantation de près de 2000 plants, dont le cèdre et le pin d'Alep, en coordination avec les services des forêts, a-t-on appris de l'adjoint du secteur opérationnel, le lieutenant-colonel Boudehene Nassim...

Lire page 3

Ciment

Le cap d'un Million de tonnes à l'export franchi par LafargeHolcim en Algérie

LafargeHolcim en Algérie a organisé une cérémonie pour célébrer son premier Million de tonnes (Ciments & Clinker et Mortiers) à l'export, avec la réalisation de deux nouvelles expéditions simultanées à l'occasion, une depuis le port d'Oran à destination du port de Dakar / Sénégal, pour une commande totale de 40 000 tonnes de Clinker, et l'autre opération concerne 600 tonnes de ciment gris par voie terrestre à destination du Niger pour une commande totale de 20 000 tonnes...

Lire page 7

Sûreté nationale

Plus de 2 millions d'appels téléphoniques reçus pendant les 9 premiers mois de 2020

Les centres de commandement et des opérations relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) ont reçu, au cours des 9 premiers mois de l'année en cours, un total de 2 269 756 appels téléphoniques de citoyens, via le numéro vert 1548 et le numéro de secours 17. Les statistiques font état de «1 052 627 appels reçus sur le numéro gratuit 1548, de 639 827 appels reçus sur le numéro de secours 17 et de 557 302 appels recensés au niveau des standards de la SN, consistant essentiellement en des demandes d'intervention, de secours, de renseignements et d'orientation, ainsi que des signalements de disparition d'enfants et des dénonciations de crimes». Pour la DGSN, «le nombre d'appels enregistré durant la période susmentionnée de l'année en cours est un indicateur positif qui reflète la coopération du citoyen avec les services de police, ainsi que son intérêt pour la question sécuritaire sous ses multiples facettes relatives à la prévention et à la lutte contre la criminalité, tout en contribuant aux efforts de sensibilisation, devenant ainsi un partenaire-clé dans la préservation de la sécurité et de la stabilité de la société». La DGSN s'est également félicitée «de la teneur des appels téléphoniques reçus de citoyens désirant contribuer aux efforts de la police visant à imposer les mesures de prévention et de lutte contre la propagation de la pandémie du nouveau Coronavirus». La DGSN rappelle, à l'occasion, à tous les citoyens, les liens de communication de la SN, à savoir le numéro vert 15-48, le numéro de secours 17,

l'application mobile «Allo Chorta», ainsi que ses deux pages Facebook et Twitter, en vue de contribuer à la prévention et à la lutte contre la criminalité et enrichir les différentes activités de sensibilisation, dont celles liées à la situation sanitaire induite par la pandémie Covid-19».

Tribunal de Koléa

Le procès de Karim Tabbou reporté

Le tribunal de Koléa a reporté encore une fois le procès de la première affaire du militant politique et président de l'UDS, Karim Tabbou, programmé pour hier, à la date du 16 novembre prochain. Cette affaire, remonte à son arrestation le 11 septembre 2019, où il a été poursuivi pour «atteinte au moral de l'armée». Lors de cette date, le parquet de Koléa avait transféré l'affaire au juge d'instruction, qui a ordonné, le même jour sa mise en détention provisoire. Le 25 septembre, la chambre d'accusation de la Cour de Tipasa a ordonné sa mise en liberté et son placement sous contrôle judiciaire. Poursuivi dans une autre affaire, Karim Tabbou a été arrêté au lendemain de sa libération le 26 septembre et mis sous mandat de dépôt par le tribunal de Sidi M'hamed d'Alger. Ce dernier l'a condamné le 24 mars dernier à un an de prison dont six mois avec sursis avec chef d'inculpation «d'atteinte à l'unité nationale», et «incitation à la violence». Ainsi Karim Tabbou a été remis en liberté provisoire le 2 juillet dernier.

Tamanrasset

Reddition d'un terroriste aux autorités militaires

Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et grâce aux efforts des forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, le 24 octobre, aux autorités militaires à Tamanrasset (6e RM). Il s'agit de Idrissi Ahmed Ibn Idrissi qui avait rallié les groupes terroristes en 2009. Ledit criminel avait en sa possession un fusil semi-automatique de type Simonov et une quantité de munitions. «Ces résultats réitèrent, encore une fois, l'efficacité de l'approche adoptée par le Haut-Commandement de l'Armée nationale populaire pour venir à bout du fléau du terrorisme et faire régner la sécurité et la quiétude à travers tout le territoire national.»

Guelma

Arrestation d'un dealer à Héliopolis

Les éléments de la brigade des stupéfiants de la daïra de Héliopolis ont réussi à neutraliser un jeune qui s'adonnait à l'écoulement de drogue et de psychotropes, en utilisant comme point de vente son propre domicile. Après les divers aguets aux alentours du suspect, les policiers sont parvenus à trouver chez lui du kif traité et cinq armes. À l'issue de l'enquête, une source nous indique que le mis en cause a été présenté devant le parquet. Il a été écroué.

Emigration clandestine par mer

Démantèlement d'un réseau de passeurs à Aïn Temouchent

Les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale d'Oulhaça (Aïn Témouchent) ont réussi à démanteler un réseau de passeurs et à mettre en échec une tentative d'émigration clandestine par mer, en plus de l'arrestation de 14 personnes. Cette opération a été effectuée sur la base d'informations faisant état d'une tentative de traversée clandestine depuis la plage de Zouanif dans la commune d'Oulhaça. Un plan minutieusement préparé a permis l'arrestation de 14 individus, dont 8 passeurs et 6 candidats à l'émigration clandestine, dont l'âge varie entre 20 et 41 ans, a-t-on fait savoir. L'opération a permis également la saisie d'une embarcation pneumatique dotée d'un moteur d'une force de 40 chevaux, de 3 véhicules qui servaient de moyen de transport des candidats à l'émigration clandestine à la plage de départ, ainsi que 180 litres de Mazout dans 6 jerricans et une somme en devises estimée à 420 euros, une boussole, des téléphones portables et des passeports. Cette opération est la deuxième du genre effectuée en moins de deux semaines par les éléments de la Gendarmerie nationale d'Oulhaça, qui avaient démantelé un réseau spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines en mer et arrêté 13 individus dans la même région.

Souk Ahras

Deux escrocs en détention préventive

Les enquêteurs du 2e arrondissement de la Sûreté urbaine de Souk Ahras viennent d'arrêter une femme et un homme impliqués dans une grave affaire d'escroquerie. Une plainte déposée par l'une des cinq victimes avait fait état de la présence d'un supposé intermédiaire d'un responsable local versé dans l'immobilier et qui proposait la formule location-vente à des prix avantageux pour les acquéreurs. Une somme de 220 millions de centimes versée à la demande de ce même intermédiaire devait justifier l'achat d'un appartement désigné préalablement. Aussitôt saisis par la victime qui commençait à nourrir des doutes à ce sujet, les services de sécurité ont ouvert une enquête judiciaire. L'homme en question sera identifié comme étant un escroc notoire et ensuite repéré. Les investigations seront couronnées par un mandat de perquisition délivré par le procureur de la République et c'est dans son domicile que des pièces à conviction ont été récupérées. Il s'agit, entre autres, des dossiers des autres victimes. Passé aux aveux, l'auteur de ces actes a reconnu les faits et révélé l'identité de son acolyte ; une femme qui usait du même subterfuge pour mettre à profit le désarroi des familles en quête de logement. Elle a été arrêtée et écrouée au même titre que le premier inculpé pour escroquerie, usurpation d'une activité réglementée et exercice des fonctions d'un promoteur immobilier sans agrément.

Tribunal de Sidi M'hamed

Le procès de l'ancien ministre, Moussa Benhamadi, reporté au 9 novembre

Le tribunal de Sidi M'hamed a reporté, hier, au 9 novembre prochain le procès de l'ancien ministre de la Poste et des Télécommunications décédé, Moussa Benhamadi, qui est poursuivi pour «obtention d'indus avantages» et «financement occulte de la campagne électorale de l'ex-président de la République, Abdelaziz Bouteflika». Le report a été décidé à la demande de la défense du Trésor public pour l'examen du dossier et du juge d'audience en raison de l'absence de plusieurs témoins principaux, notamment l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, l'ancienne ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, Houda Feraoun, et l'ancien ministre de la Jeunesse et des sports, Mohamed Hattab.
Les anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, sont également poursuivis dans la même affaire pour «octroi d'avantages injustifiés à Benhamadi pour la réalisation de l'usine de médicaments GB Pharma dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah dans la capitale». Abdelghani Zaalane a été ramené au tribunal en tant qu'ancien directeur de campagne du candidat à la présidentielle d'avril 2019, Abdelaziz Bouteflika. Abdelmalek Sellal a lui aussi été ramené au tribunal alors que l'accusé Ahmed Ouyahia se trouve à la prison d'Abadla, à Bechar.

Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Directeur Général Fondateur
Tewfiq Meraou

L'ECHO D'ALGERIE
Quotidien National d'Information

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid
Directrice de la Rédaction
Dr Lila Meraou
Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi
Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Raïs - Alger
Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02
Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04
بنك التنمية المحلية BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL Compte N° : 00500111400201363101 3

Anep
Tél : 021 73 76 78
021 73 71 28
Fax : 021 73 95 59

Diffusion
Ouest-Centre-Est
Zigzag Expresse

Impression
SIA

www.lechodalgerie-dz.com E-mail : echodalgerie@gmail.com L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information @echodalgerie_dz

• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

Face au relâchement constaté dans le respect des mesures de prévention

Le gouvernement appelle à une forte mobilisation contre le coronavirus

Face au relâchement constaté dans le respect des mesures de prévention, le gouvernement a exhorté les citoyens à redoubler de vigilance et à demeurer «solidaires et déterminés» dans la lutte contre la pandémie du coronavirus (Covid-19), qui connaît un «inquiétant rebond» sur le plan international.

Après consultation du comité scientifique et de l'autorité sanitaire et l'évaluation de la situation sanitaire à travers le territoire national, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a lancé un appel aux citoyens sur la nécessité de «poursuivre, avec rigueur et responsabilité, la mise en œuvre des mesures de consolidation du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus». Il rappelle, dans ce cadre, que la pandémie «connaît un inquiétant rebond au plan international et une tendance vers l'aggravation de la situation épidémiologique. Beaucoup de pays, dans les cinq continents, sont en train de renforcer les actions préventives et de durcir les mesures de restriction sur la mobilité des personnes et les activités susceptibles d'aggraver les risques de contagion». La situation dans notre pays, et après une maîtrise de la situation sanitaire et l'enregistrement de résultats forts encourageants, montre aujourd'hui des signes perceptibles de relâchement, lesquels suscitent la crainte d'une résurgence de cas de clusters et doivent inciter, non seulement à la prudence, mais surtout à une plus forte mobilisation et un engagement de tous pour freiner la propagation du coronavirus. Le gouvernement relève qu'en cette période particulière, marquée par une reprise «contrôlée et progressive de l'activité économique et une rentrée scolaire et universitaire et la reprise de la prière du vendredi dans nos mosquées, tous les efforts doivent être déployés pour maintenir un degré de vigilance maximum et préserver tous les reflexes de prévention et de protection qui ont permis, jusque là, de nous prémunir d'une situation qui complique toute prise en charge sanitaire». A ce titre, le gouvernement exhorte les citoyens à «redoubler de vigilance et à demeurer solidaires et déterminés à poursuivre résolument la lutte contre du coronavirus», ajoutant que «la responsabilité individuelle et collective doit continuer à nous animer pour prémunir la vie des personnes malades et/ou vulnérables et de nos concitoyens et pour partager la charge que supportent notre valeureux corps médical et paramédical en particulier ainsi que les autres corps mobilisés pour faire face à cette épidémie».

A cette occasion, le gouvernement leur rend, encore une fois, un grand hommage

Ainsi, c'est à travers une plus forte détermination de respecter toutes les consignes et mesures sanitaires de prévention et de protection que «nous pourrons vaincre cette crise sanitaire. Les gestes barrières, particulièrement le port du masque de protection, la distanciation physique et l'hygiène des mains, doivent continuer à être scrupuleusement respectés. De même qu'il importe d'observer toutes les interdictions, et le cas échéant, les restrictions sanitaires se rapportant aux rassemblements et aux regroupements qui constituent autant de facteurs de contamination et de propagation du virus». À ce titre, les meetings et rassemblements, autorisés dans la cadre de la campagne électorale, «doivent être organisés dans le strict respect des protocoles sanitaires qui leur sont dédiés». Par ailleurs, le gouvernement continue à encourager et à soutenir les efforts du mouvement associatif et comités de quartiers et de la société civile en général dans leurs actions de mobilisation et de sensibilisation des citoyens, ainsi que dans leurs louables initiatives qui contribuent fortement à l'effort national de lutte contre cette épidémie et réitère son appel aux citoyens pour continuer à «faire preuve de discipline et de solidarité pour le strict respect de toutes les mesures préconisées pour la prévention et la lutte contre cette épidémie mondiale». Récemment, le Premier ministre avait insisté plus particulièrement sur l'impératif de respecter les mesures de prévention contre le coronavirus, appelant les parents d'élèves à soutenir et appuyer les staffs pédagogique et administratif pour préserver la santé des élèves. Ces mesures de prévention sur lesquelles le Premier ministre a maintes fois insisté, doivent être strictement respectées, dans la mesure où les pouvoirs publics veulent éviter le recours à un nouveau confinement dont les conséquences économiques pourraient être désastreuses, au vu de la conjoncture difficile qui a engendré une chute drastique des recettes pétrolières ces derniers mois. A ce titre, le gouvernement semble plutôt privilégier une réouverture graduelle et progressive de l'activité économique et commerciale, seule et unique voie pour un retour à la vie normale et qui soit en mesure de permettre la distanciation physique indispensable, avec comme impératif le port du masque par tous. A ce propos, le Premier ministre avait mis l'accent sur la nécessité de procéder à une évaluation des incidences socio-économiques induites par la pandémie de Covid-19, en «toute objectivité et loin des surenchères», le but étant de préparer l'après-crise sanitaire et de préserver aussi bien chez les entreprises que chez les travailleurs, un engagement solide dans la nouvelle bataille pour le redressement économique national. Il avait rappelé, à cet égard, la déclaration du

Ph : Fateh Guidoum ©

Président de la République dans laquelle il a souligné qu' «il n'y a plus désormais aucune différence entre l'entreprise publique et l'entreprise privée, mais il y a bel et bien des entreprises productives et compétitives qui œuvrent au développement du pays et à la création de la richesse et d'emplois, et d'autres entreprises qui n'ont qu'un seul souci, amasser les richesses au dépens de l'investissement et de l'intérêt général». Devant la multitude des défis à relever, le Premier ministre a estimé que «le dialogue avec les partenaires sociaux et les opérateurs économiques demeure une condition sine qua non pour la réussite du processus de redressement du pays face à cette crise, sachant qu'en réalité, cet objectif légitime ne saurait être réalisé sans la conjugaison des efforts communs des autorités publiques et des partenaires sociaux dans un climat empreint de confiance, d'entraide et de complémentarité dans le travail».»Le gouvernement veille à s'acquitter pleinement de son rôle dans la lutte contre cette pandémie et réaffirme son engagement à protéger les postes d'emploi et les capacités de production nationale, à travers la protection des travailleurs et entreprises publiques et privées, en cette conjoncture difficile», a soutenu M. Djerad. Il a fait savoir, tout de même, que les mesures préventives pour endiguer la propagation de Covid-19 avaient occasionné un grand préjudice à l'économie nationale, tout en se disant profondément convaincu des capacités du pays de surmonter cette crise.

T. Benslimane

Large participation dans la 1re RM aux opérations de reboisement

L'Armée nationale populaire sur tous les fronts

Une large participation des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) a marqué les opérations de reboisement organisées dimanche dans plusieurs secteurs militaires relevant de la 1re RM de Blida à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'arbre (25 octobre) dans le cadre de consolidation de la relation armée/nation. À Blida, le secteur opérationnel a marqué sa contribution aux opérations de boisement, au niveau de nombreuses installations militaires du secteur et dans la région de Sidi Salem sur les hauteurs de Bouarfa où il a été procédé à la plantation de près de 2000 plants, dont le cèdre et le pin d'Alep, en coordination avec les services des forêts, a-t-on appris de l'adjoint du secteur opérationnel, le lieutenant-colonel Boudehene Nassim. A Tipasa, les éléments de l'ANP ont également pris part, aux côtés des éléments des corps de la Gendarmerie nationale, de la police, des Douanes et de la Protection civile, à une grande opération de reboisement, lancée à partir du secteur opérationnel militaire. L'opération a englobé deux actions de reboisement symboliques, ayant ciblé une caserne de l'ANP sur les hauteurs de Hadjeret Ennous et le centre de vacances de Chenoua, menées en coordination avec la conservation des forêts et l'Organisation nationale de protection de l'environnement et de promotion du tourisme, a indiqué l'adjoint du secteur opérationnel de Tipasa, le colonel Saighi Abdelmalek. Cette opération se poursuivra pour toucher l'ensemble des unités, structures et écoles militaires du territoire de compétence du secteur opérationnel de Tipasa, a-t-il ajouté. A Djelfa, les éléments de la 12e division d'infanterie mécanisée relevant de la 1re RM ont entrepris la plantation de 10 000 plants d'arbres (pin d'Alep notamment), avec la participation de différents corps communs et de représentants de la société civile. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la contribution de l'ANP à poursuivre la campagne de reboisement 2020/2021. Elle vise le renforcement des liens de cohésion et de solidarité entre les Algériens et l'ancrage de l'esprit environnemental au sein de la société civile. Cette campagne contribue ainsi à dessiner les contours de la nouvelle Algérie, notamment dans les zones d'ombre, a indiqué le chef de la cellule de communication et d'orientation, le colonel Abdelouahab Lalaouene. Cet officier a souligné la contribution à cette initiative des agents des forêts et de la protection civile et de nombreuses associations environnementales. La célébration de la Journée nationale de l'arbre a également été marquée par le lancement, à l'initiative du secteur militaire opérationnel de Chlef, d'une large action de reboisement à travers différentes structures militaires relevant du territoire de compétence. Selon le commandant du secteur opérationnel, le colonel Mihoubi Lezher, cette action s'inscrit dans le cadre des campagnes de reboisement saisonnières «visant la restitution du couvert végétal et le renforcement de la ressource forestière», a-t-il dit. Il est prévu, a-t-il indiqué, la mise en terre de 625 plants d'arbres jusqu'au 21 mars 2021, coïncidant avec la Journée mondiale des forêts, a-t-il fait savoir. À Chettia (7 km au nord de Chlef), l'opération a été marquée par la participation du 5e bataillon des tirailleurs de la marine de la 1re RM. À Aïn Defla, l'opération a vu la participation du 127e bataillon d'artillerie à Djellida (sud de la wilaya), a indiqué son commandant, le lieutenant-colonel Boualga Krimo, soulignant l'attachement des éléments de l'ANP à prendre part à ce type d'opérations. À Bouira, une opération similaire a été lancée par les services de l'ANP, pour la plantation de 500 arbustes dans la localité d'Akouchache, relevant de la commune de Aïn Tork (ouest de Bouira). Lancée dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de l'arbre, cette opération s'est déroulée en présence des autorités locales de la wilaya, qui ont visité une exposition où toutes sortes d'arbres ont été mis en exergue, avant de se rendre au siège du Parc national du Djurdjura (PND), où elles ont procédé à la remise d'autorisation pour les chasseurs de la wilaya et visité le musée du parc. Dans l'est du pays, les éléments de l'ANP ont célébré la Journée nationale de l'arbre à M'sila, par l'organisation d'une opération de reboisement au niveau du centre d'instruction 551 spécialisé en transport de Draâ El Hadja, relevant de la 1re RM de Blida. L'opération, lancée sous le slogan «Ensemble plantons un arbre pour chaque citoyen algérien», a vu la mise en terre de plus de 2500 arbustes, en guise de contribution à la campagne nationale de boisement 2020/2021. Dans son allocution à l'occasion, le commandant du centre d'instruction 551 spécialisé en transport de Draâ El Hadja, le colonel Abdellali Bouchelita, a souligné la «détermination des éléments de l'ANP, à travers cette action, à soutenir à l'effort national de reboisement», a-t-il indiqué. «Cette campagne vise également à préserver le couvert végétal et à lutter contre la désertification à travers le pays, avec une vision d'une Algérie nouvelle et verte», a-t-il ajouté.

Toufik M.

Bac 2020

Ouadjaout a déclaré des résultats «remarquables» des meilleurs lauréats en dépit de la pandémie

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout a déclaré que les résultats obtenus par les meilleurs lauréats au baccalauréat session 2020 étaient «remarquables», en dépit de la conjoncture sanitaire exceptionnelle due à la propagation de la Covid-19 qui a induit un arrêt des cours pour plus de six mois.

Dans son allocution lors de la cérémonie de distinction des meilleurs lauréats au baccalauréat (2019-2020), le ministre a fait part de sa haute considération à ces bacheliers pour leur réussite «remarquable» et l'accomplissement avec brio de leur devoir scolaire», en dépit de la conjoncture sanitaire exceptionnelle que traverse l'Algérie, à l'instar des autres pays du monde, et qui a induit un arrêt des cours de plus de six mois. En dépit de la situation sanitaire difficile, cette session a été marquée par une hausse du taux des lauréats ayant obtenu la mention «excellent» et dont le nombre a atteint 517 contre 108 lors de la précédente session. De même que le nombre des lauréats ayant obtenu la note de 20/20 dans certaines matières a atteint 8389 lauréats contre 3363 lors de la précédente année scolaire, précise M. Ouadjaout. A cet effet, le ministre a salué les efforts de l'Etat ainsi que les moyens mobilisés pour mener à bien les examens décisifs, notamment à travers la mise en place de 4 protocoles sanitaires ainsi que la garantie des moyens de prévention pour préserver la santé des candidats et encadreurs dans les centres d'examens. Par ailleurs, le ministre est revenu sur les différentes mesures prises afin de permettre aux étudiants de poursuivre leurs études à distance, citant entre autres, la diffusion de cours types sur des chaînes télévisées, aussi sur la plateforme numérique de l'Office national des examens et concours (ONEC), ou encore les émissions éducatives animées et diffusées sur les ondes des stations de radio régionales. A ce propos, il a salué la décision du président de la République de lancer la chaîne «El Maârifa» qui a «fourni un service d'enseignement singulier au profit des élèves et des candidats». Au nom des lauréats du bac session 2020, le lauréat Seddiki Abdessemad, 1er à l'échelle nationale s'est félicité des moyens «exceptionnels» offerts par l'Etat au profit des candidats, estimant que cette distinction est en soi «un hommage au savoir et une promotion de la place de la connaissance».

Cette réussite «n'est pas un pur hasard, si ce n'est le fruit de plusieurs facteurs réunis, à savoir les moyens offerts par l'Etat, la motivation des enseignants, les efforts personnels et la volonté de réussir, mais également l'accompagnement des parents». De son côté, l'enseignante Hassiba Djenane a salué, au nom de la famille éducative, l'initiative

d'inviter, pour la première fois, le corps des enseignants à cette cérémonie, ce qui traduit, a-t-elle affirmé, l'intérêt que porte l'Etat à l'enseignant, étant un partenaire-clé dans la réussite du système éducatif.

Yasmine D. / Ag.

Mouvement associatif

Berramdane annonce une plateforme numérique dédiée à la société civile avant fin 2020

Le conseiller auprès du président de la République, chargé du Mouvement associatif et de la Ccommunauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a annoncé le lancement avant fin 2020 d'une plateforme numérique nationale dédiée à la société civile qui permettra de procéder à une évaluation globale et objective de la performance des associations et de déterminer l'accompagnement de l'Etat aux projets proposés. M. Berramdane a précisé, en marge du Forum de la Chaîne I de la Radio nationale, que la plateforme numérique nationale qu'il prépare avec un groupe d'experts, en coordination avec la direction de l'organisation du système informatique à la présidence de la République, sera prête avant la fin de l'année et devrait être lancée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du bénévolat (5 décembre). La plateforme établit une cartographie nationale de tous types d'associations communales, de wilaya et nationales. La Communauté algérienne à l'étranger n'est pas en reste puisqu'une partie lui est consacrée sur cette plateforme pouvant recevoir jusqu'à 2 millions de participants. Elle permettra de procéder à une évaluation globale et objective de la performance des associations et de déterminer l'accompagnement de l'Etat à tous les projets proposés ainsi que l'apport de la société civile au service de l'intérêt général, a ajouté M. Berramdane. Lors du Forum, le Conseiller du président de la République a mis en avant l'importance de la société civile en tant que troisième secteur permettant d'aller vers une meilleure gouvernance à travers la participation démocratique, mais aussi en tant que véritable partenaire des institutions étatiques pour la concrétisation des projets. Il a également insisté sur l'importance du numérique et la nécessaire mise en place de mécanismes à même de permettre à la société civile de prétendre à un rôle de contrôle et au professionnalisme pour pouvoir passer d'associations à la merci des subventions à des associations productives et créatrices d'emplois. L'Etat a d'ailleurs tracé les contours de leur rôle dans cette démarche à travers la constitutionnalisation de la société civile et la facilitation de la création d'associations par simple déclaration, l'encouragement des associations d'utilité publique et le conditionnement de la dissolution des associations à une décision de justice, a fait savoir M. Berramdane, qualifiant cette étape d'«historique» pour l'Algérie. Pour ce qui est de l'encadrement de l'action de la société civile afin qu'elle puisse s'acquitter de son rôle escompté dans l'amendement constitutionnel, M. Berramdane a insisté sur le rôle de l'Observatoire national de la société civile- qui est une instance consultative auprès du président de la République- dans la formation et la mise en place des mécanismes indispensables en la matière, donnant lieu à une société qui s'auto-encadre. A ce propos, le même responsable a rappelé que l'Etat a créé les institutions et les instances qui accompagnent la société civile, à travers la restructuration de cette dernière, en vertu de la loi sur les associations qui s'adaptera aux nouvelles donnes. M. Berramdane a, en outre, mis en exergue le «grand rôle» de la société civile dans le rétablissement de la confiance entre citoyen et institutions de l'Etat et pour combler le fossé né des pratiques du passé, à travers le partenariat sincère et la coordination avec les institutions de l'Etat au service du citoyen dans différents domaines. Soulignant la nécessité de changer les mentalités, s'éloigner des actions conjoncturelles et associer la société civile à toutes les visites effectuées par les responsables sur le terrain, notamment en zones d'ombre, M. Berramdane estime que la volonté et la coordination permettront d'amorcer le décollage économique parallèlement à la cohésion sociale. Concernant la campagne référendaire autour du projet d'amendement de la Constitution, M. Berramdane s'est félicité du rôle de la société civile dans la sensibilisation sur l'importance du référendum et dans l'explication de certains articles de ce texte et ce, tout en étant mue par son désir du changement, relevant que si cette Constitution venait à être plébiscitée par le peuple, elle serait concrétisée en lois, dont certaines porteront sur la société civile et aboutiront à la détermination de critères et à la moralisation de son action, pour parvenir à des associations qui investiront et produiront, tout en étant parties prenantes dans la création de richesse. S'agissant de la contribution de la Communauté algérienne établie à l'étranger, M. Berramdane a affirmé qu'«elle prendra part aux assises nationales où elle sera présentée, et au contact des associations à l'intérieur du pays, tout en bénéficiant de ses expertises et expériences et sera également associée en tant qu'associations et citoyens qui bénéficieront également des différents programmes et projets».

A. S. / Ag.

Grippe saisonnière

Nécessité de faire vacciner le plus grand nombre de personnes à risques

Le spécialiste en pneumologie, le Pr Salim Nafti a mis l'accent sur la nécessité de faire vacciner le plus grand nombre de personnes exposées au risque de contamination à la grippe saisonnière. Dans une déclaration M. Nafti a estimé primordial d'assurer la vaccination aux catégories dites «vulnérables ou peu immunisées», en l'occurrence les personnes âgées de 65 ans et plus, les malades chroniques, les femmes enceintes et les enfants de moins de 6 ans, car susceptibles de voir leur santé se détériorer, notamment du fait de cette conjoncture sanitaire difficile «en cas d'éventuelle atteinte du coronavirus». Les quelques cas de grippe saisonnière jusque-là enregistrés ne semblent toujours pas aigus, mais le virus pourrait gagner en virulence en saison hivernale, a-t-il prédit, invitant les autorités concernées à offrir une quantité suffisante de vaccins antigrippaux pour couvrir l'ensemble des catégories sociales à risques, en prévision de cette saison où la prévalence du virus pourrait s'élever. M. Nafti a jugé «obligatoire» la vaccination des personnels de la Santé afin de se prémunir de la grippe saisonnière, y compris les étudiants en médecine d'ailleurs, conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). De surcroît, de 5% à 10% seulement des personnels de la Santé se faisaient vacciner jusque-là contre la grippe saisonnière, rappelle le spécialiste en pneumologie qui met en avant l'impératif pour ces travailleurs de se faire vacciner contre l'influenza pour pouvoir continuer à assurer le service. Dans le contexte de la prévention du coronavirus, M. Nafti exhorte les secteurs concernés d'assurer un nombre suffisant de tests «PCR», qualifiés de «seul moyen» capable de distinguer entre «le gène» des deux virus, affirmant que la vaccination contre la grippe saisonnière «ne protège nullement de la Covid-19». Pour assurer une prévention simultanée contre les deux virus, l'expert a recommandé un renforcement et un respect rigoureux des mesures préventives, notamment suite à la réouverture des magasins, des locaux, des écoles et des universités, et prochainement les moyens de transports privés, d'autant plus que ces deux virus se transmettent de la même manière.

Y. D.

Hamza Belaïdi, journaliste de «Dzertic24» décortique l'écosystème des start-up :

«"Les start-up" un potentiel à accompagner pour une économie émergente»

Afin d'encourager les jeunes porteurs d'idées innovantes, le gouvernement compte entreprendre plusieurs mesures pour accompagner et encourager la création de nouvelles start-up, dans le but de relancer l'économie nationale hors le secteur des hydrocarbures. Dans cette interview accordée exclusivement au quotidien L'Echo d'Algérie, *Hamza Belaïdi, journaliste et responsable de site d'information «Dzertic24», observateur attentif du domaine des start-up, nous a fait le tour d'horizon pour expliquer la nécessité de l'accompagnement de ces petites et moyennes entreprises qui peuvent assurer un processus de reconstruction et de développement d'une économie convenable. Cet observateur très attentif des «Start-up» assure que des jeunes Algériens pétris de qualité, et très talentueux possèdent des idées innovantes extraordinaires, peuvent faire des miracles, seulement si on leur assure un accompagnement et encadrement adéquat.*

● **Entretien recueilli par Mohamed Wali Benchabane**

***L'Echo d'Algérie* : Qui est Hamza Belaïdi ?**

Hamza Belaïdi : Je suis journaliste spécialisé en économie, ayant déjà fait un peu le turn-over au sein de plusieurs rédactions nationale, et aujourd'hui je suis responsable du site d'information «Dzertic24», un site qui lutte face aux «fakenews». Je profite à l'occasion pour vous signifie le sigle «Dzertic24» qui est juxtaposé ; la «dz» fait référence au pays, «Dzer» c'est pour mettre en évidence l'immensité de notre désert algérien et «TIC» c'est bien évidement, le domaine de la Technologies de l'information et de la communication. «24» c'est par rapport les 24 heures.

Vous êtes observateur très attentif dans le secteur de l'économie, et les «start-up» en particulier, d'après vous qu'est-ce qu'il manque dans la chaîne de l'écosystème start-up en Algérie ?

J'ai constaté au fil des années que des projets, innovants sont développés partout en Algérie mais pas connus du grand public, il y avait alors un grand besoin de médiatiser ces projets, vulgariser et faire de la pédagogie autour des start-up. L'aventure a commencé pour moi lorsque j'ai été étudiant, où je faisais des reportages pour médiatiser les idées les plus innovantes des jeunes porteurs des projets. D'ailleurs, ce type d'initiative était une façon pour accompagner ces jeunes voulant s'introduire dans le domaine entrepreneurial. Etre journaliste, c'est un peu la voix des autres, et c'est à partir de là que j'ai commencé de m'intéresser aux «start-up» et depuis cette idée ne m'a jamais quitté.

Mettez nous un peu dans l'image, «Dzertic24» accorde une importance particulière aux «start-up», y-a-t-il des difficultés qui vous entravent le pas ?

Pour les difficultés, elles font partie du métier et de la vie de manière générale mais pour nous, ces difficultés ne nous freinent pas ; c'est toujours un challenge et un défi à relever avec toute l'équipe de «dzertic 24». On essaye de ne jamais tomber dans la facilité, on va chez les gens, on cherche l'information, on suit les événements parfois on les organise. On essaye de rester à jour pour continuer à proposer le meilleur aux gens qui nous suivent. En parlant d'actualité, depuis la nomination du nouveau gouvernement et la création d'un ministère des «strat-up», on sent que les micro-entreprises ne seront pas seul en Algérie, vu que l'Etat compte les encadrer…

Que pensez-vous des jeunes que vous avez rencontrés jusqu'à présent ?

Tous les jeunes que j'ai rencontrés sont pétris de qualité et de talents, il y a des profils singuliers qui se démarquent par leur génie et leurs innovations, pas uniquement dans les grandes villes, mais dans les quatre coins du pays, notamment dans le Grand-Sud. Ces jeunes ont beaucoup d'espoir dans la création du ministère de la Microentreprise, des Start-up et de l'Economie de la connaissance, parce que pour une fois il y a un interlocuteur direct qui peut comprendre et répondre (je l'espère) à leurs préoccupations. Mais il faudrait que les choses aillent plus vite pour permettre à ces jeunes de tester leurs idées innovantes sur le terrain. Ces «startupeurs» attendent avec impatience également la création de l'Agence nationale du numérique qui devrait résoudre une série de problèmes à commercer par l'allégement des procédures administratives pour créer une «start-up».

Quel regard avez-vous sur les start-up et quel commentaire faites-vous sur la création du ministère délégué des Start-up ?

A partir du moment où on fait confiance à nos jeunes et qu'on leur donne les outils de travail nécessaires entre les mains, on peut s'attendre au meilleur. Pour ce qui est de ministère délégué des Start-up, je le considère d'abord comme un catalyseur de toutes les demandes des «startupeurs», pour la première fois on comprend l'importance de l'écosystème start-up comme levier potentiel de l'économie d'un pays. Dans la politique économique d'un pays, les signaux envoyés par un gouvernement en période de crise sont très importants, quand vous avez un pays qui traverse une crise économique et que son gouvernement réagit immédiatement en injectant des milliards pour soutenir les entreprises ceci est un message fort pour protéger la stabilité de l'économie nationale et rassurer par la même les marchés. En Algérie, le message est le même depuis des années : sortir de la dépendance des hydrocarbures sauf que rien n'a été fait pour ! L'Algérie vit aujourd'hui une période charnière de son histoire, le hirak a changé le visage du pays, un nouveau président de la République a été élu, le gouvernement qu'il a installé a mis les start-up et l'innovation et la numérisation au cœur de sa politique. Cette politique est un message fort pour donner de l'espoir aux Algériens et rassurer les investisseurs étrangers c'est un virage qu'il a ne faut pas rater parce que c'est le présent et l'avenir du pays. Maintenant faudrait passer de la théorie à la pratique.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a promis de créer un fonds destiné spécialement au soutien des start-up, est-ce que l'on peut dire que ceci est un signe pour que ces petites et moyenne entreprises... ?

Merci pour cette question, parce que le financement est un maillon fort de l'écosystème start-up, c'est un nerf de la guerre comme on dit. Lorsqu'on est porteur d'une idée innovante on cherche des financements pour la concrétiser, on doit donc passer par le stade de l'incubation, autrement dit transformer cette idée en projet économiquement viable : apprendre comment faire un business plan, un business model, un diagnostic du marché, etc... Après toutes ces étapes et bien d'autres, il faut aller vers le marché pour tester la solidité de cette start-up, pour cela, il faut de l'argent, dans la plupart des pays, les «startupeurs» font appel à des capitaux risques, en Algérie ce concept n'est pas assez développé, le fait que l'Etat fasse le premier pas et propose directement de financer ces idées est une excellente chose, pourquoi ? Et bien tout simplement parce que ça pourrait pousser des investisseurs, des «bussiness angel» à s'intéresser à ces projets innovants et à jouer leurs rôle dans le développement de l'écosystème start-up en Algérie.

Pensez-vous que les jeunes porteurs d'idées innovantes sont motivés pour construire leurs start-up ?

Avant de répondre à cette question, j'aimerai bien évoquer les quatre critères pour définir une start-up, donc le premier critère : c'est que la petite entreprise doit avoir une croissance rapide, deuxièmement : ça doit faire appel aux capitaux risques, troisièmement : elle doit intégrer une technologie innovante et quatrièmement : elle doit évoluer dans un environnement où le risque est difficile à évaluer. Pour vous répondre, les Algériens sont extrêmement motivés pour créer leurs propres entreprises car c'est à partir d'un besoin qu'on essaye de trouver des solutions, et à partir du moment qu'on a une solution, on essaye de la transformer en start-up. On est en train d'évoluer au même rythme avec les autres pays, la grande différence avec ces pays c'est que leurs administrations sont plus structurées et leur écosystème est plus efficace.

Le nouveau fonds qui sera créé ne sera pas similaire aux programmes ANSEJ, ANGEM et CNAC ?

Je n'ai pas d'informations précises sur cette question, mais je peux vous dire ce que je pense…on a changé de monde depuis l'élection du nouveau président, les réflexes ne doivent pas être les mêmes. Si le président a décidé de mettre en place une banque pour les start-up, cela veut dire qu'il y a une politique derrière, on sait très bien que les start-up sont un univers qui évolue vite il obéit au principe de scalabilité, je pense et j'espère que de nouveaux mécanismes de sélection et de financement seront introduits par le ministère de Monsieur Yassine Djeridane pour permettre à nos jeunes de lancer leurs start-up et contribuer à la création de richesses en Algérie.

M. W.B.

Outre son activité de production de granulats et de béton prêt à l'emploi

Le Groupe GICA se lance dans l'exploitation et la transformation de marbre

Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA) s'est lancé dans l'exploitation de marbre, suite à la reprise de l'unité de Guelma et la carrière Onyx de Mahouna en 2018, détenues auparavant par l'Entreprise nationale de marbre (Enamarbre), a indiqué hier le Groupe public dans un communiqué.

Outre son activité de production de granulats et de Béton prêt à l'emploi, «Grand-Est, filiale du groupe GICA, sera désormais en mesure de produire différentes variétés de marbre de qualité, pour satisfaire la demande nationale et aller vers l'exportation». La reprise de l'unité de marbre de Mahouna (Guelma), qui était en difficulté financière, a permis de sauver 97 emplois. Le plan d'investissement prévoit de doter la carrière d'Onyx de Guelma d'équipements modernes pour l'exploitation des gisements et la mise à niveau de l'outil de production déjà existant de l'unité, pour la transformation de marbre. Selon GICA, plusieurs emplois seront créés, à court terme, avec la relance de cette activité. «Le Groupe GICA s'emploie à mobiliser tous les moyens humains et matériels pour contribuer à la diversification de l'économie nationale et les exportations hors hydrocarbures».

Une nouvelle technique d'alignement de fours sans recourir à l'expertise étrangère

De plus, le Groupe (GICA), à travers sa filiale, la Société de maintenance de l'Est (SME), a mis en place une nouvelle solution de contrôle et de diagnostic destinée aux opérateurs nationaux de l'industrie du ciment, portant inspection de l'alignement des fours de cimenteries. Cette prestation, qui était assurée auparavant par des experts étrangers pour un montant allant de 20 000 à 30 000 euros par intervention, devra permettre à l'Algérie, qui compte une trentaine de lignes de production de ciment des cimenteries publiques et privées, d'économiser des devises. L'inspection d'alignement du four à chaud est recommandée une fois par an au minimum, dans le cas où le four ne présente pas de défaillances importantes et dangereuses. «La maîtrise de cette technique, première du genre en Algérie, a permis aux techniciens de la SME d'effectuer, avec succès, l'alignement d'un four de la cimenterie de Aïn El Kebira (Sétif), en réglant les défaillances en 15 jours seulement, sans recourir à l'arrêt de l'activité de l'usine», fait savoir GICA. Leader national de l'industrie du ciment, le Groupe GICA compte 23 filiales spécialisées notamment dans la production de ciment, des granulats et du béton prêt à l'emploi, l'assistance technique, le montage et la maintenance industriels et la formation.

Tarsift Menouba / Ag.

Insertion professionnelle des jeunes

El Hachemi Djaâboub insiste sur l'implication impérative des secteurs concernés

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, El Hachemi Djaâboub, a mis l'accent sur l'impératif de poursuivre l'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre «d'une approche où seront fusionnés les efforts de tous les secteurs concernés», a indiqué le ministère dans un communiqué. Présidant, dimanche, une réunion du comité interministériel chargé du suivi de l'insertion des jeunes travailleurs dans le cadre des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), contrats d'insertion des diplômés (CID) et contrats d'insertion professionnelle (CIP), M. Djaâboub a mis en avant «l'impératif de poursuivre l'insertion professionnelle dans le cadre d'une approche où seront fusionnés les efforts de tous les secteurs concernés», réaffirmant son engagement à «s'employer, avec les parties concernées, à aplanir les obstacles qui entravent ce dossier». L'objectif principal de cette réunion est de chercher, de concert avec les parties prenantes, des solutions voire des mécanismes capables d'accélérer la cadence d'insertion des jeunes ciblés», a-t-il précisé. Le ministre s'est dit prêt à «suivre cette opération jusqu'à la clôture du dossier, malgré les difficultés qui l'entravent», soulignant «l'obligation de réaliser les objectifs tracés dans ce programme national», et ce, en dépit de «la disparité notable, entre les secteurs, dans la progression dans ce processus», d'où l'impératif de «rattraper le retard accusé». L'insertion professionnelle des jeunes se fait «selon des normes objectives et transparentes et respectant l'ancienneté au sein du dispositif, conformément aux dispositions du décret exécutif n° 19-336 du 8 décembre 2019, portant insertion des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et à l'insertion sociale des diplômés».

Atelier national des initiatives de la société civile d'Afrique du Nord

Le renforcement des capacités techniques, administratives et financière des organisations de la société débattu

Les travaux de l'Atelier national de restitution des premiers résultats du Programme de petites initiatives pour les organisations de la société civile d'Afrique du Nord dans sa deuxième phase (PPI-OSCAN2) ont débuté à Alger. Cet événement, ouvert hier et qui se poursuit ce jour au niveau de la salle de conférences Pr Kouider Medioni du ministère, est organisé en collaboration avec l'Union internationale pour la conservation de la nature, bureau de la Méditerranée (UICN-Med). L'Atelier national de restitution des premiers résultats du Programme de petites initiatives pour les organisations de la société civile d'Afrique du Nord dans sa deuxième phase (PPI-OSCAN2) vise le renforcement des capacités techniques, administratives et financière des organisations de la société civile au niveau des quatre pays d'Afrique du Nord (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie) pour contribuer à la mise en œuvre de projets visant la préservation et la valorisation de la biodiversité ainsi que l'atténuation des effets négatifs des changements climatiques.
L'événement, qui vient après deux ans de mise en œuvre, regroupe 31 participants, dont principalement les présidents des 11 associations bénéficiaires dudit programme ainsi que les directeurs de l'environnement des wilayas concernées (Aïn Defla, Aïn Témouchent, Saïda, Naâma, Tizi-Ouzou, Adrar, Batna, M'sila, Laghouat, Mascara et Khenchela), mais aussi les représentants de l'Agence nationale de la nature et les cadres du ministère de l'Environnement. «Cette rencontre est une étape importante pour évaluer l'état d'avancement des projets portés par les associations. Elle offre également un espace de dialogue à toutes les parties prenantes pour non seulement identifier les différentes contraintes rencontrées pour les solutionner mais aussi donner les orientations nécessaires pour garantir la pérennité des résultats.»

Agriculture et développement rural

Rencontres régionales agricoles pour vulgariser le nouveau décret exécutif

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural organise des rencontres régionales dans plusieurs wilayas à travers le pays sur «la revitalisation de la coopérative agricole» pour présenter les principaux amendements contenus dans le nouveau décret exécutif relatif aux règles applicables aux coopératives agricoles. Les principaux amendements contenus dans le nouveau décret exécutif du 29 septembre 2020 modifiant et complétant le décret exécutif de 1996 seront présentés lors de ces rencontres régionales pour vulgariser davantage le contenu de ce nouveau texte réglementaire qui garantit plusieurs facilitations administratives concernant la création et la gestion des coopératives agricoles. Ces rencontres régionales supervisées par des encadreurs du secteur de l'agriculture, en coordination avec les administrations locales seront organisées en collaboration avec les acteurs et la chambre nationale d'agriculture et l'institut national d'orientation agricole suivant un calendrier qui s'étalera jusqu'au 30 du mois prochain. Ces rencontres se tiendront à Constantine (27 octobre), Batna (28 octobre), Boumerdès (5 novembre), Djelfa (11 novembre), Oran (17 novembre), Ouargla (23 novembre) et Bechar (30 novembre). Ce décret intervient «dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur de l'agriculture et du développement rural, notamment en ce qui concerne l'organisation des professionnels et l'affranchissement du secteur des restrictions bureaucratiques». Il intervient également pour faciliter les formalités administratives qui font obstacle à l'octroi d'agréments aux coopératives agricoles, pour répondre aux préoccupations et revendications exprimées par les professionnels du secteur. Lors de ces rencontres, il s'agira en outre de la présentation du programme d'information et d'orientation relatif à la communication et la sensibilisation des agriculteurs pour adhérer aux coopératives, tout en dynamisant le rôle des chambres agricoles à travers les programmes d'orientation et de sensibilisation.

Hausse des prix de la viande blanche

L'augmentation du coût des aliments à l'origine de la flambée

Le président-directeur général de l'Office national des aliments du bétail et de l'élevage avicole, Mohamed Betraoui, a estimé que la hausse enregistrée des prix de la volaille était attendue en raison de l'augmentation des prix des aliments pour animaux sur les marchés internationaux et de la pandémie du Covid.
Intervenant dans l'émission «l'Invité de la matinale» sur les ondes de la Chaine I, Mohamed Betraoui a expliqué que les prix de la viande blanche, en particulier le poulet, étaient bas dans le passé en raison des surplus fournis par l'État qui avait importé de grandes quantités de volailles en 2019. Cette démarche avait comme conséquence la baisse des prix au profit des consommateurs et des pertes pour les petits éleveurs, dont 40% d'entre eux ont abandonné la filière et occasionner par conséquent une baisse de production. À cette situation vienne s'ajouter l'augmentation des prix des aliments, qui ont triplé en l'espace de vingt jours. «Les aliments pour animaux, y compris le soja et le maïs, qui sont inclus dans les aliments pour volailles coûtent au Trésor public environ un milliard de dollars par an et qu'ils ne sont pas subventionnés», a-t-il indiqué. Pour contenir la situation, Betraoui a révélé que l'office, en coordination avec d'autres services ainsi que le secteur privé, avait stocké de grandes quantités évaluées à 48000 tonnes de poulets, couvrant une durée de 15 jours. Annonçant que ces stocks vont désormais être commercialisés, l'invité s'attend à ce que d'ici 15 jours, les prix se stabilisent à un niveau raisonnable, ajoutant que le prix réel du poulet à la consommation varie entre 280 et 300 DA le kilogramme. **A. B.**

Ciment

Le cap d'un Million de tonnes à l'export franchi par LafargeHolcim en Algérie

LafargeHolcim en Algérie a organisé une cérémonie pour célébrer son premier Million de tonnes (Ciments & Clinker et Mortiers) à l'export, avec la réalisation de deux nouvelles expéditions simultanées à l'occasion, une depuis le port d'Oran à destination du port de Dakar / Sénégal, pour une commande totale de 40 000 tonnes de Clinker, et l'autre opération concerne 600 tonnes de ciment gris par voie terrestre à destination du Niger pour une commande totale de 20 000 tonnes.

Cette cérémonie s'est déroulée dans notre usine de CILAS en présence du ministre du Commerce, le professeur Kamel Rezig, Abdellah Abi Nouar, wali de Biskra, Abdenour Souakri, président du Conseil de surveillance CILAS], Hafid Aouchiche, directeur des exportations chez LafargeHolcim en Algérie, ainsi qu'une importante délégation ministérielle. Le ministre du Commerce a déclaré «GICA et LafargeHolcim sont la fierté de l'industrie algérienne, disposant de produits de qualité, et que tous les efforts fournis par ses opérateurs industriels dans le ciment méritent d'être encouragés, et que toute l'aide et de tout l'accompagnement leur seront fournis ». A travers cette 28e opération, LafargeHolcim en Algérie a franchi pour la première fois le cap d'un Million de tonnes en exportation traitées au cours de l'exercice 2020. En comparaison avec l'année précédente le volume exporté était de 711 000 tonnes pour toute l'année 2019. Avec une ambition d'exporter 1,2 Million de tonnes d'ici la fin de l'année en cours et 2 Millions de tonnes à l'horizon 2021, les volumes peuvent probablement être plus ambitieux si les contraintes que les intervenants subissent dans la chaîne de l'export seront surmonter, notamment la logistique portuaire. Aujourd'hui, l'industrialisation de logistique est le passage obligatoire qui permettra à l'Algérie de s'imposer sur le marché international du ciment et du clinker, afin d'exporter les 10 Millions de tonnes par an qui généreront plus de 400 Millions USD/An.

Cette industrialisation de l'activité logistique passe essentiellement par :

L'introduction de moyens modernes de chargement de navire [Shiploader] à forte cadence de chargement. La réalisation de hangars de stockage dans les ports pour alimenter cet équipement et éviter des immobilisations des navires compte tenue de l'éloignement des usines des ports. Sur ce sujet LafargeHolcim en Algérie à initiés localement plusieurs projets d'investissement à la hauteur des ambitions : tels que la première plateforme logistique du genre en Algérie dédiée à l'exportation de clinker inaugurée en juin dernier, et l'acquisition d'un Shiploader d'ici la fin de l'année en cours, avec une capacité de chargement de 18 000 tonnes/Jour. Ce cap symbolique d'un Million de tonnes met en lumière l'ambitieux programme d'exportation de LafargeHolcim en Algérie qui porte notamment sur l'exportation d'importantes quantités de tous les produits [Ciments, Clinker et Mortiers]. Avec tout conditionnement confondu [Vrac & Sac / Gris & Blanc], à partir de plusieurs ports algériens (Djendjen, Annaba et Oran), vers des marchés extrêmement compétitif (Africains, Méditerranéens, Européens et prochainement Américains). Cet objectif est largement atteint grâce à la mobilisation interne de toutes nos équipes en central en dans les usines à (M'sila, Oggaz et CILAS à Biskra), et aussi au soutien des autorités centrales et portuaires, la Douane et la P.A.F…Etc. Confirmant ainsi notre engagement sans faille à contribuer au développement économique et social du pays et à la diversification des revenus extérieurs hors hydrocarbures.

Moussa O. / Ag.

Energie

La sécurité énergétique nationale assurée au moins jusqu'en 2040

L'énorme défi pour l'Algérie est de savoir comment préserver ses ressources d'hydrocarbures, sachant que son économie reste dépendante, pour 98% de leur exploitation, mais également, de trouver les bonnes solutions pour faire face à l'important problème du sous-emploi. Observant que, comme le consacre la nouvelle Constitution, ces ressources sont la propriété de la collectivité nationale, le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar, signale que la préservation de celles prouvées, le gaz et le pétrole en particulier, ont besoin d'être exploités avec intelligence, faute de quoi, dit-il, au bout des dix années à venir «on va avoir des problèmes», l'essentiel étant, désormais, réservé à la consommation intérieure. Intervenant, hier à l'émission L'Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, il considère que parce que la priorité a été donnée à la consommation intérieure, les Algériens n'auront pas à s'inquiéter pour leur sécurité énergétique, «au moins jusqu'à 2045». Mais, prévient-il, du fait qu'environ 96% de ces ressources sont encore réservées à leur placement sur les marchés à l'étranger, «un beau jour, il va falloir arbitrer». Pour préserver et pérenniser ces ressources, le ministre de l'Énergie estime qu'il va falloir en passer par des décisions «courageuses», d'abord, en tentant d'augmenter le niveau des réserves prouvées, et ensuite, en changeant leur mode d'exploitation, notant qu'on y «retire trop, sans tenir compte du taux de récupération». Pour, par ailleurs, assurer la transition énergétique, il y a nécessité à développer les économies d'énergie et les énergies renouvelables, des chantiers dont l'invité relève qu'ils accusent beaucoup de retards. Des réserves d'hydrocarbures prouvées et exploitées, depuis 1952, M. Abdelmadjid Attar signale qu'ils étaient constitués de 2,5 milliards de mètres cubes de gaz et de 1,7 milliard de tonnes de pétrole, dont plus de 50 % du total, rappelle-t-il, ont été consommés à ce jour. Pour augmenter ces quantités, se pose les nombreux problèmes de financement, Sonatrach, or, déclare-t-il, n'ayant ni les moyens financiers, ni les technologiques complexes pour y parvenir, «on a besoin de partenariats», mais pour cela, souligne-t-il, il y a urgence à finaliser totalement les textes d'application y afférant, ce qui, indique-t-il, pourrait se produire avant la fin de l'année en cours. Jugeant que comme des entreprises existant dans des pays à l'étranger, les sociétés algérienne devraient travailler sur la base de principes de rentabilité et de profit, le ministre de l'Énergie relève que «ce n'est pas le cas». Si pour ce qui concerne le profit, «il n'y a pas de problème», il n'en est pas de même, déclare-t-il, pour ce qu'il en est de la rentabilité. Prenant à ce propos l'exemple de la compagnie Sonatrach, il signale que celle-ci a fait l'objet «d'énormément de pressions», depuis quelques dizaines d'années, «20 ans ou un peu plus». Faute, précise-t-il, pour l'Algérie de n'avoir pas développé de nouvelles richesses, et donc de nouveaux emplois, «on est restés agrippés à la rente. Pour lui, ce n'est donc pas au secteur des hydrocarbures, «déjà producteur de richesses» et qui en raison de ses «sureffectifs énormes, affiche comple» qu'il appartient de les créer. Pour lui, la possibilité de créer de l'emploi dans d'autres secteurs existe, mais en développant des richesses durables tirées, entre autres, de l'agriculture, des énergies renouvelables, des PME/PMI, mais aussi des services.

N. I. /RA

Arboriculture

Production de 7 à 10 millions de quintaux supplémentaires d'ici à 2024

Un objectif de production de sept à dix millions de quintaux supplémentaires d'arboriculture rustique a été tracé pour le quinquennat 2020/2024, soit un peu plus de la moitié de la production nationale actuelle, estimée à environ 15 millions de quintaux, a déclaré, le directeur général de l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la viticulture (ITAF), Mohand Larbi Rabhi. L'atteinte de cet objectif «ambitieux et hautement important» pour cette filière implique la participation active des producteurs d'arboriculture rustique, la conjugaison des efforts de l'ensemble des intervenants dans cette filière, outre l'impérative nécessité de matérialiser les orientations et le plan de développement initié par le ministère de l'agriculture et du développement rural, a indiqué Rabhi, en marge d'une rencontre sur le développement de l'arboriculture rustique, organisée au centre de vulgarisation agricole de Médéa. La hausse de production sur laquelle table le ministère de l'Agriculture et du Développement rural permettra d'accompagner la demande induite par l'évolution de la population, à l'horizon 2024, et stimuler des segments d'activités liées directement au secteur agricole, en l'occurrence l'activité de transformation et d'industrialisation. Les variétés ciblées par le programme de développement en question concernent, selon le DG de l'ITAF, les espèces adaptées aux zones montagneuses, arides ou semi-arides, telles que le grenadier, le pistachier, le cerisier, le prunier, l'olivier, l'amandier et l'abricotier, réputées pour leur résistances aux aléas climatiques, les sols agressifs, et garantissent, en outre, des productions abondantes et sont en mesures d'assurer des ressources financières non négligeables pour les producteurs et la main d'œuvre employée. Le développement de la filière de l'arboriculture rustique constitue un «levier important» pour le développement de l'agro-industrie, a estimé, pour sa part, Ould Youcef Hamid, sous directeur au niveau du ministère de l'agriculture et du développement rural, précisant que la vulgarisation de ce programme rentre dans le cadre de la «mise en œuvre de la feuille de route» pour le quinquennat 2020/2024. En sus de l'objectif assigné de doublement de la production nationale d'arboriculture rustique, le programme mis sur pied par le ministère vise, selon ce responsable, à revitaliser les zones montagneuses et steppiques, améliorer les conditions de vie des populations locales, préserver le potentiel existant et assurer son extension à l'échelle du territoire, mais, surtout, encourager les divers segments de l'agro-industrie susceptible de participer à l'essor de l'économie nationale, a assuré Ould Youcef.

F. A.

Bouira

Rodha, un village oublié

Totalement sédentarisées et vivant du pastoralisme traditionnel, les 600 âmes peuplant Rodha, un village de la commune d'Ath-Mansour, rattaché administrativement à la Daïra de M'chedallah, située à quelques 49 kilomètres au sud-est du chef-lieu de la wilaya de Bouira, ne se permettent aucun progrès.

Comment peut-il en être autrement, quand, inhumainement parqués dans pas moins de cent masures en pisé, les villageois, ces oubliés d'un autre âgé restent «scotchés» aux pratiques rudimentaires remontant à l'aube de l'humanité ?
Souffrant mille maux, les commodités les plus essentielles quant à une vie décente n'effleurent même pas le dur vécu d'une population dont l'existence réelle ne reste cycliquement rappelée au bon souvenir d'une administration uniquement soucieuse de soigner les statistiques électorales… alors que ce no man's land est occupé par la RN 5 très empruntée, pas même une seule plaque de signalisation routière ne porte dans cette suprême insulte la mention Rodha. Assez révélatrice en elle-même, cette impardonnable omission toponymique annonce le désarroi d'une population abandonnée par ses élus à un destin impitoyable. Assignés à des conditions de vie dramatiquement déplorables. Cette contrée inscrit sur son tableau noir les haillons d'une misère d'où le strict nécessaire devient luxe. A commencer par la source de toute vie : l'eau, en effet, cette vitale denrée, acheminée périodiquement par un camion-citerne d'un volume réduit, fait l'objet d'un rationnement drastique ne satisfaisant guère les besoins exprimés. Comme quoi Tanezrouft ne se situe pas forcément là où l'on pense. Ainsi, à l'inextinguible soif petitement étanchée, s'ajoute l'absence de tout réseau d'assainissement et d'évacuation à même de stopper un certain nombre de pathologies qui peuvent, une fois déclarées, s'avérer destructrices tant sur le plan financier qu'humain. Loin de clore la liste des problèmes, figure aussi la seule route menant vers le couloir autoroutier de la RN5. Livrée aux aléas de la nature, l'unique voie de communication, charriant des eaux boueuses en hiver et soulevant des nuages de poussières en été, pénalise les nombreux voyageurs et les élèves engourdis par la station debout des heures durant, font le pied de grue et poireautent dans l'attente de dénicher une hypothétique place dans un éventuel bus. Il est vrai qu'en matière de transport, la région vit encore à l'époque de la diligence. Sur le plan des loisirs, Rodha ne propose à sa jeunesse, pour une meilleure prise en charge de son temps libre, que les 4 murs en guise de maison de la culture, souffreteuse, tant les lacunes ne peuvent que les dévoyer de sa fonction première. Un autre sujet éreintant, pour une population

descendue droit, des fameux townships sud-africains, du temps de la ségrégation, se rapporte à la petite école du primaire. Normalement, destinée à distiller la lumière, que peut alors cette minuscule infrastructure quand le petit bâton de craie est rarissime ? Que dire alors des autres supports pédagogiques ? Que dire du chauffage produit par une timide flamme ou encore d'une cantine qui n'existe que pour permettre de crier sa faim ? A ce tableau déjà plus que sombre, vient s'étendre le voile noir de la nuit qui, dans cette contrée, commence à répandre son obscurité à l'annonce du crépuscule, faute d'éclairage public.

Taib Hocine

Plus de 2,930 milliards DA de créances enregistrées par la direction de distribution d'électricité

Le montant des créances détenues par les abonnés et clients de la direction de distribution de l'électricité et de gaz, à Bouira, a dépassé le seuil des 2,930 milliards de dinars, selon les statistiques fournies dimanche par la chargée de la communication de la direction, Mlle. Ouidad Benyoucef. «Les créances ont atteint un seuil important en dépassant à fin septembre 2020, plus les 2,930 milliards de DA contre 1,299 milliards de DA à fin septembre 2019, ce qui représente une hausse de 125%. Un taux de 52% de ces créances est détenu par les clients domestiques, 17% par les administrations et 31% par le secteur économique». La même responsable a déploré le fait que ce manquement «porte préjudice» à la société et «freine considérablement la concrétisation des projets inscrits dans les plans de développement des activités des réseaux électriques et gaziers». «Malgré ces difficultés rencontrées, la société continue à assurer et améliorer la qualité de service». A ce propos, elle a fait savoir que 43 postes transformateurs supplémentaires et 111 km de lignes électriques ont été réalisés durant l'année 2020. D'autres projets sont programmés pour l'année 2021, dont 31 postes transformateurs et 80 km de lignes électriques pour une enveloppe financière estimée à 412 millions de DA. «Tous ces efforts consentis ont pour but de répondre à la demande croissante en énergie électrique», a souligné Mlle. Benyoucef, avant de faire savoir qu'un programme d'action avait été aussi tracé par la direction de distribution de Bouira pour l'hiver 2020-2021 en procédant à l'entretien des réseaux pour fournir une meilleure qualité de prestation au client. La même responsable a invité, entre autres, les clients débiteurs à s'acquitter de leurs créances et éviter le cumul des factures de consommation de l'énergie, et profiter des différents modes de paiement. «Ces clients redevables peuvent aussi obtenir des échéanciers de paiement qui seront arrêtés en fonction du nombre de factures impayées, du montant des créances ainsi que leur niveau de solvabilité».

Covid-19 à Tizi-Ouzou

Fermeture d'une école primaire par mesure préventive

Une école primaire, située au village Tazrouts, dans la commune d'AbiYoucef (55 km au Sud-est de Tizi-Ouzou), a dû fermer ses portes, dimanche, par mesure préventive contre la propagation du coronavirus, rapportait dimanche la radio locale, citant le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de la localité. Ce dernier a expliqué avoir pris cette décision en concertation avec les parents d'élèves, le comité de village et l'ensemble des services de l'Etat concernés et ce, après «l'enregistrement de plusieurs cas soupçonnés de Covid-19, dont certains ont été confirmés positifs», dira-t-il, indiquant que l'école restera fermée jusqu'au 4 novembre prochain «pour permettre d'épuiser la période de confinement de ces personnes atteintes et permettre de renforcer les mesures de prévention», a-t-il précisé. Par ailleurs, deux autres cas, dont l'un a été confirmé positif et l'autre en confinement chez lui, ont été, également, enregistrés au niveau d'une autre école primaire de la même commune, qui compte 7 au total, et dont la fermeture est «laissée à l'appréciation du comité de village et de l'association des parents d'élèves locaux», a fait savoir le Président de l'APC. Le maire d'Abi Youssef fait état de 12 cas entre ceux confirmés et suspectés dans sa commune. Ainsi, la rentrée à peine effectuée, les appréhensions nourries la veille, se trouvent confortées à travers ces cas de contamination, dans un milieu prédisposé à constituer un cluster de l'épidémie. Et il reste fort à craindre que l'école de d'Abi Youcef ne fasse tâche d'huile.

Tipasa

Les préparatifs des festivités du Mawlid Ennabaoui battent le plein

La célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui qui coïncide avec le week-end allant du jeudi 29 au vendredi 31 octobre 2020, les services de sécurité de la wilaya de Tipasa vont certainement investir les zones sensibles afin que cette fête soit célébrée dans la quiétude et pour calmer l'ardeur des fêtards. La police interviendra de jour comme de nuit, dans la plupart des villes de la wilaya et effectuera de nombreuses patrouilles, pédestres et mobiles, au niveau des grandes artères fréquentées par les citoyens à l'instar des marchés, des lieux pour enfants et des places publiques. De leur côté, les structures sanitaires des agglomérations urbaines ont organisé plusieurs campagnes de sensibilisation en vue de prévenir sur le danger des pétards, à l'approche du Mawlid Ennabaoui. Toutefois, les points de vente de ces bombes pyrotechniques ont commencé à apparaître dans les rues et les ruelles, au milieu de nuées d'enfants et en l'absence de toute surveillance. Cela, bien que les structures sanitaires et médicales se déplacent dans tous les points sensibles. A Cherchell, la tradition de célébrer le Mawlid Ennabaoui d'une manière particulière et originale, voire spectaculaire, celle de transporter un cierge géant appelé M'nara, du centre-ville vers le port de pêche, n'a pas été au rendez-vous l'année dernière. Aussi, l'année 2020 ne verra pas non plus cette M'nara déambuler à travers les rues de la ville de Cherchell et ne verra pas aussi son rituel circuit. Un habitant de la ville dira tristement que «la M'nara revêt un cachet culturel et cultuel d'une manifestation s'inscrivant dans le cadre d'événements du patrimoine immatériel de notre contrée». Ce même citoyen ajoutera que «nous avons constaté avec étonnement la fièvre qui s'est emparée lors des années passées de certains milieux, qui fustigeaient ce type de célébration du Mawlid, en prônant et recommandant son interdiction afin de ne pas organiser le célèbre parcours de la M'nara». Malgré cela, Si Maâmar souhaite la relance de la M'nara. Devant cette décision de différer l'organisation de la M'nara, les Cherchelloises et les Cherchellois expriment leur déception. En effet, Mohammed, un vieux pêcheur, dira à ce propos : «Je me remémore les années et les nuits folles du passé. Aux environs de minuit, la ville de Cherchell devenait alors méconnaissable, dès lors que la quasi majorité des familles cherchelloises s'empressaient d'investir les rues pour assister au passage de la M'nara transportée sur un camion et décorée de lampes multicolores, ornée de rubans multicolores. Des milliers de jeunes accompagnaient cette M'nara en criant et s'extériorisant de manière brutale et quelquefois excessive.»

M. A.

Saison de chasse à Médéa

Remise de permis de chasse à un groupe de chasseurs professionnels

Une cérémonie de remise de permis de chasse a été organisée, dimanche à Médéa, à un groupe de chasseurs professionnels, en marge d'un mini salon dédié à cette activité qui a eu lieu au niveau de cité «Aïn-Djerda», dans la commune de Draâ-Smar, à l'ouest de Médéa. Ce groupe composé d'une quinzaine de chasseurs avaient suivi plusieurs cycles de formation aux techniques de chasse et de protection de la faune locale, assurés par des cadres de la conservation locale des forêts et la fédération de wilaya de chasse. Une centaine de personnes, titulaires de certificats d'aptitude professionnelle délivrés par la conservation au terme d'une formation de plusieurs jours, vont bénéficier, à leur tour, dans les tout prochains jours, de permis de chasse, en prévision de l'ouverture incessante de la période de chasse, précisant qu'un effectif de plus de 300 chasseurs ont reçu une formation dans ce domaine. Selon la conservation locale des forêts, 49 zones de chasse, ventilés à travers plusieurs localités, sont proposées pour l'organisation de cet évènement, prévu à partir du mois de novembre, ajoutant que 32 clubs et associations de chasse ont été agréés au niveau de la wilaya, dans le but de mieux organiser cette activité, assurer l'encadrement des chasseurs et préserver la faune locale contre la chasse illicite et le trafic d'espèces protégées.

Constantine

Plantation de 1800 arbustes à la forêt d'El Hadj Baba

Une vaste campagne de plantation de 1800 arbustes à haute tige a été organisée dimanche, à la forêt d'El Hadj Baba à Constantine, à l'initiative de la conservation des forêts.

Cette opération est inscrite dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de l'arbre, coïncidant annuellement le 25 octobre, a précisé, le chargé de l'information et de la communication de la conservation, Ali Zegrour. «Elle vise principalement le renforcement du patrimoine forestier et la récupération des zones ravagées par des incendies», a indiqué le même responsable détaillant que cette opération de reboisement intervient en complément des actions de plantation réalisées dans diverses communes de la wilaya, au titre de la saison 2019-2020, dans le cadre de la Campagne nationale de reboisement. Il a ajouté que ce Plan national, initié par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, sous le slogan «*Plantons un arbre pour chaque citoyen*» a permis la mise sous terre de près de 31 000 plants d'arbustes à Constantine. La campagne de reboisement de cette journée a été lancée en collaboration avec la direction de l'environnement, les Scouts musulmans algériens (SMA) et des établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC), chargés de nettoiement. Les organisateurs de cette initiative, à laquelle ont pris part aussi des associations versées dans le domaine de l'environnement, ont procédé à l'organisation parallèlement, d'une opération d'assainissement de ce site forestier, ayant porté sur la collecte d'un total de 5 tonnes de déchets inertes. Le programme de célébration de cette journée a été marqué également dans la wilaya de Constantine par l'organisation de plusieurs actions de reboisement et de désinfection des écoles primaires et des quartiers, à l'initiative de l'Association de la protection de la nature et de l'environnement (APNE), a affirmé de son côté, le président de l'APNE, Abdelmadjid Sebih.

L'opération est inscrite au titre du programme d'activités 2020, de cette association portant embellissement des sites urbains.

M. El Hadi

El Tarf

Reboisement de 1800 hectares à l'horizon 2024

Pas moins de 1800 hectares seront reboisés à l'horizon 2024 à travers les 22 communes de la wilaya d'El Tarf où il est prévu la plantation d'un total de 799 700 arbres dans le cadre du programme de reboisement 2020/2024, a indiqué dimanche le conservateur local des forêts à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'arbre. Ce programme dont le coût est estimé à près de 307 millions de dinars prévoit le reboisement de 1800 ha à travers 22 communes dont 6 renferment une dizaine de zones d'ombre, a ajouté Mounder Ounada, en marge du coup d'envoi d'une opération symbolique de plantation d'arbres au niveau de la mechta Rehabi, dans la commune de Hammam Béni Salah, en présence des autorités locales. Neuf variétés d'arbres sont retenues dans le cadre de cet ambitieux programme, notamment les oliviers, le caroubier, le châtaignier et l'eucalyptus, a-t-on détaillé. Ainsi, 195 familles résidant en zones d'ombre bénéficieront de ce programme qui mobilise une enveloppe financière de plus de 12 millions de dinars, a-t-on noté. Le wali, Benarar Harfouche a, pour sa part, mis en relief l'importance de ce programme de reboisement qui permettra la régénération de la richesse sylvestre tout en garantissant aux familles habitant dans les zones d'ombre de profiter d'arbres leur permettant d'améliorer leurs revenus. Le wali a, en outre, rencontré des riverains qui lui ont fait part de leurs préoccupations liées essentiellement à l'ouverture d'une route entre Boumia et Rehabi et au problème d'alimentation en eau potable. Il a, à cette occasion, rappelé l'effort déployé par l'Etat en direction des 141 zones d'ombre de cette wilaya, signalant la prise en charge des besoins exprimés «en fonction des priorités». Ce programme de reboisement, a-t-il assuré, vise le «renforcement des espaces forestiers en différentes essences à caractère économique, ainsi que la restauration des paysages forestiers affectées par les divers incendies de forêts» estimés cette année à 148 foyers ayant affecté près de 723 ha de forêts. L'importance de l'entretien des plants et l'implication de tout un chacun pour assurer le succès de ces actions a été également soulignée. Le programme de développement des zones d'ombre à El Tarf porte, entre autres, sur l'ouverture de pistes rurales, l'aménagement et la création de sources d'eau dans deux communes et la plantation d'oliviers et caroubiers dans six communes frontalières démunies, pour un montant global de plus de 225 millions DA, profitables à quelque 944 familles, a-t-on souligné.

Décharges sauvages à ciel ouvert dans la wilaya de Jijel

La situation devient de plus en plus alarmante

En dépit des efforts consentis par les pouvoirs publics pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens en matière d'environnement, en allouant des cagnottes conséquentes pour la réalisation des projets dans ce domaine, force est de constater que les décharges sauvages font partie du décor de nombreuses localités, axes routiers, etc. Le visiteur de la wilaya sera frappé par le phénomène d'amas d'ordures qui s'entassent dans les embouchures des oueds, les forêts et le long de nombreux axes routiers. Ces dépotoirs à ciel ouvert font partie du décor des localités de Bazol, l'embouchure de l'oued Nil et le quartier de Tassifet, Djenah relevant de la commune de Sidi Abdelaziz et certaines localités de la partie ouest de la wilaya. Et contrairement au discours rassurant des services de la direction de l'environnement et des énergies renouvelables, la situation est de plus en plus préoccupante dans de nombreuses communes et localités. Ce qui constitue un sérieux danger pour la santé des citoyens de ces régions dans une wilaya où la couverture sanitaire demeure insuffisante. Il y a lieu de souligner que ces dépotoirs à ciel ouvert constituent un terrain fertile pour la prolifération des maladies de tout genre. Du côté des présidents des Assemblées populaires communales de Taher, Chekfa, El Kennar et Chehna, Oudjana, ils nous affirment qu'ils ont du mal à trouver un endroit où jeter les déchets ménagers de leurs communes depuis la fermeture du centre d'enfouissement technique de Taher en juin dernier par des citoyens de la localité de Dmina, en signe de protestation contre la dégradation de leurs conditions sanitaires. Un vrai casse-tête pour eux. Interrogé par nos soins, lors de l'attribution de 4 bennes tasseuses pour l'entreprise publique de wilaya pour la gestion des centres d'enfouissement technique, mercredi dernier, le chef de l'exécutif a affirmé que la wilaya a eu gain de cause «il y a un jugement depuis juillet dernier, mais on refuse d'utiliser la matraque». Et d'ajouter : «je suis un homme pacifiste, mais les gens doivent savoir que l'environnement est une affaire de tous, pas uniquement du wali». De son côté, l'ex-directeur de l'environnement et des énergies renouvelables, Abdelwahid Tchachi, qui a tout même réussi à faire augmenter la taxe de pollueur payeur de 3 à 17 milliards de centimes en l'espace de trois ans, nous a avancé le chiffre de 27 décharges sauvages qui existent à l'échelle de la wilaya. Il y a lieu de souligner que les habitants des localités de Djenah relevant de la commune de Sidi Abdelaziz, Belghimouz dans la commune d'El Ancer, Tadernout, Aït Saâdallah à Ziama Mansouriah, Arba dans la commune de Ouled Asker, souffrent le martyre face à ces dépotoirs avec tous les risques encourus. Face à ce calvaire qui perdure depuis plusieurs années, de nombreux citoyens avec lesquels nous avons pris langue, interpellent les autorités centrales pour une éventuelle levée du gel des projets relevant dudit secteur, notamment celui du centre d'enfouissement technique de Chekfa qui était prévu dans la localité de Faza, pour un montant de 500 millions de dinars.

C. M.

M'sila/ANP

Campagne de reboisement au Centre d'instruction 551 spécialisé dans le transport

Les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) de la wilaya de M'sila ont célébré dimanche la Journée nationale de l'arbre en organisant une campagne de reboisement au Centre d'instruction 551 spécialisé dans le transport, dépendant de la première Région militaire (1ère RM) de Blida. Sous le slogan «Plantons ensemble un arbre pour chaque Algérien», les éléments de l'ANP ont mis sous terre plus de 2500 plants de diverses espèces dans le cadre de leur participation au Plan national de reboisement (PNR) 2020-2021. A l'occasion de la Journée nationale de l'arbre qui coïncide avec le 25 octobre de chaque année, le commandant du Centre d'instruction 221 spécialisé dans le transport, le colonel Abdelâali Bouchelita, a précisé que «les éléments de l'ANP œuvrent, à travers cette campagne, à contribuer à l'effort national pour le reboisement.» Cette campagne a pour objectif également de «préserver le couvert végétal et lutter contre la désertification pour une Algérie nouvelle et verte», a indiqué le colonel Bouchelita.

Mohamed T

Journée de l'arbre

Larges campagnes de plantation d'arbres à l'ouest du pays

*De vastes campagnes de plantation d'arbres ont été organisées, dimanche dans les wilayas de l'ouest du pays, au niveau des différentes zones forestières, à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, coïncidant avec le 25 octobre sous le slogan «*plantons ensemble un arbre pour chaque citoyen algérien*».*

Des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) ont participé à ces campagnes de plantation d'arbres, à travers les 12 secteurs militaires opérationnels, relevant de la deuxième Région Militaire en coordination avec les conservations des forêts et l'organisation nationale de protection de l'environnement et d'échange touristique, et ce dans le but de développer le sens de l'environnement chez les différentes franges de la société et le renforcement des liens armée-nation. A Oran, l'opération de plantation d'arbres a touché plusieurs zones forestières, à l'instar de Bel Horizon, Es-Senia et Arzew, ainsi que la forêt de «Sidi Othmane» de la commune de Sayada (Mostaganem) et la région d'El-Merdja dans la daïra d'Aïn El-Hadjar (Saïda), la forêt de détente de Djebel Ferrah dans la commune d'El-Kalâa (Relizane) et la région d'Aïn Bouchekif (Tiaret), en plus d'autres superficies à Naâma, Sidi Bel-Abbès, Mascara, Aïn Témouchent, entre autres. A la promenade familiale du mont Murdjadjou, dans la wilaya d'Oran, 500 arbustes ont été plantés, avec la participation de membres de la Sûreté et de la Gendarmerie nationale, ainsi que la Protection civile, les Douanes, les Scouts musulmans algériens, la Ligue des associations actives et la Fédération des chasseurs, entre autres. Dans la wilaya de Mostaganem, la conservation des forêts a programmé la plantation d'arbres sur une superficie de 300 hectares, dont 50 ha de différentes espèces d'arbres fruitiers, dans le cadre de deux opérations de développement, pour lesquelles il a été consacré une enveloppe financière dépassant les 112 millions de dinars. Ces deux opérations seront réalisées par l'entreprise régionale d'architecture rurale «Dahra» visant 47 zones d'ombre au niveau de 20 communes et comprennent aussi l'ouverture et l'aménagement de pistes forestières sur une longueur de 27 km, ainsi que la fixation des bordures sur une surface de 17 ha et l'exploitation de 5 ha de poches forestières dans la production agricole, selon le conservateur des forêts, Amar Bensouiah. A Tissemsilt, plus de 300 arbustes ont été plantés au niveau du périmètre de la station de traitement des eaux usées au chef-lieu de la wilaya. En outre, la conservation des forêts a programmé la plantation de 375 000 arbustes sur une superficie totale de 450 ha, notamment au niveau des zones forestières touchées par les incendies, durant les dernières années, en plus de superficies dans les zones steppiques. Les mêmes services ont consacré plus de 20 000 arbustes de décoration qui seront plantés lors des campagnes de volontariat périodiques avec la participation de plusieurs secteurs comme les établissements scolaires et de formation, les établissements de la jeunesse et des sports, ainsi que le centre universitaire de Tissemsilt, au niveau des quartiers, des rues, des agglomérations secondaires, et des installations hydriques, à l'instar des barrages. Dans la wilaya de Tlemcen, 10 000 arbustes ont été plantés au lieu-dit «la ceinture verte d'El-Arricha-Ras Elma», dans la commune d'El-Arricha. Cette opération se poursuivra jusqu'au 21 mars prochain pour atteindre 158 000 arbustes. Cette occasion a été également célébrée à Tiaret, à la mémoire du défunt journaliste Belahouel Sebaâ, décédé récemment, et de ses efforts, à travers ses émissions radiophoniques consacrées au domaine de l'environnement, de l'agriculture, avec la plantation de 200 arbustes au sein du périmètre de la résidence universitaire «Sellami Eddine», avec la participation de représentants de différents secteurs. De son côté, la conservation des forêts de la wilaya de Relizane a tracé un programme de plantation de 27 000 arbustes, durant la saison actuelle (2020-2021), à travers les différentes superficies forestières, ainsi que les régions touchées par les incendies, l'été dernier, notamment les forêts situées dans les communes d'Aïn Tarek, Ramka et Belacel.

L. H. – M. M. / Ag.

Implantation cochléaire au CHU d'Oran

Un taux de réussite de 99%

Un taux de réussite de 99% est enregistré pour les opérations d'implantation cochléaire effectuées par le service ORL du CHU d'Oran. «Dans les opérations d'implantation cochléaire, nous enregistrons un taux de réussite excellent estimé à 99% pour toutes les personnes ayant subi cette intervention», a indiqué la cheffe de service, la Pr Zoubida Serradji, affirmant que la réussite de ces interventions «redonnera, à coup sûr, espoir aux parents d'enfants atteints de cet handicap». «Le 1% concerne des enfants chez qui on a diagnostiqué le problème tardivement. Ils ont donc besoin de plus d'attention et de suivi avant l'opération». Un suivi permanent des patients est assuré par l'équipe du service ORL du CHUO, de même que pour les dossiers, les contrôles réguliers. Les rapports orthophoniques et psychologiques sont établis pour chaque cas. Les interventions pour implantation cochléaire ont repris la semaine dernière après un arrêt de 7 mois à cause de la pandémie de la Covid-19. Pas moins de 25 enfants programmés pour le mois d'avril dernier se sont fait opérés par l'équipe du Pr Serradji en collaboration avec le Dr Farid Boudjenah du CHU de Béjaïa. «Plus de 500 patients de différentes wilayas du pays attendent d'être implantés. Une liste assez longue, mais nous veillons à ce que tous ces patients soient traités et se fassent greffer dès la réception de nouveaux implants. Nous tenons à ce que tout se fasse dans les meilleures conditions».

Inscriptions universitaires à Mostaganem

Ouverture de 6300 places pédagogiques

L'université Abdelhamid-Benbadis de Mostaganem a ouvert 6300 places pédagogiques dans différentes spécialités au titre de la nouvelle année universitaire 2020-2021, a-t-on appris du rectorat de cet établissement d'enseignement supérieur. Les places ouvertes dans différentes branches de formation pour les étudiants titulaires du baccalauréat 2020 s'ajoutent à plus de 5000 autres places pédagogiques pour l'inscription à la deuxième phase de l'enseignement supérieur (1ère année Master). Les pré-inscriptions universitaires pour cette saison se font sur la plate-forme numérique du ministère de tutelle et cela coïncide avec la sortie de plus de 8700 étudiants universitaires dans diverses disciplines pour l'année universitaire 2019-2020. La carte de formation de l'Université de Mostaganem comprend 12 domaines d'enseignement avec 74 filières dans la première phase (licence) et 108 parcours dans la deuxième phase (Master) et 90 formations dans la troisième phase (doctorat nouveau système) et une formation en sciences médicales. L'université prévoit également une spécialité avec une inscription nationale à la filière des sciences d'agronomie, deux autres en partenariat avec des universités européennes que sont : la licence professionnelle électromécanique, maintenance Industrielle et techniques de transfert de céréales. L'université, qui dispose d'une capacité de plus de 26 900 places pédagogiques, regroupe 9 facultés, un institut d'éducation physique et sportive, plusieurs centres d'enseignement continu, d'enseignement à distance, d'enseignement linguistique intensif, de recherche d'emploi (en coopération avec le Royaume-Uni), de simulation médicale (4e au niveau national), une maison d'entrepreunariat et 3 pépinières agricoles. Le même établissement d'enseignement a mobilisé 4 laboratoires audiovisuels et ouvert une chaîne virtuelle à ajouter à la plate-forme numérique «Moodle», ainsi que la plate-forme d'enseignement de la télévision pour vulgariser l'enseignement à distance durant la période de confinement de prévention contre la pandémie de coronavirus qui sera utilisée pour dispenser des cours de première année licence au titre de la nouvelle année universitaire

Mascara

Rénovation de 300 kilomètres de réseau d'AEP et d'assainissement

Les services de la direction des ressources en eau de la wilaya de Mascara ont lancé, dernièrement, les travaux de rénovation de 296 kilomètres de réseau d'AEP et d'assainissement. En marge d'une visite à une exposition à la foret de Zagour dans la commune de Mamounia à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, le wali a souligné que les travaux de rénovation du réseau d'AEP sont financés au titre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. Ils portent sur la rénovation de 240 km du réseau d'adduction en eau potable dans des zones d'ombre de plusieurs communes soit 57 000 habitants et de 56 km du réseau d'assainissement en zones d'ombre, en plus de l'équipement de 20 nouveaux puits artésiens. Les zones d'ombre dans la wilaya de Mascara ont bénéficié, par ailleurs, de plusieurs opérations dans divers secteurs financés à travers des plans communaux de développement. Il s'agit notamment d'une opération de revêtement et de maintenance des routes sur 267 km et d'autres de raccordement de 20 000 foyers répartis dans 69 zones d'ombre au réseau du gaz naturel et de 141 groupements d'habitat secondaire à celui d'électrification rurale. Le secteur de l'éducation a bénéficié, selon le même responsable, d'un projet de réhabilitation et de réfection de 261 écoles primaires financés par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. Lors de sa visite à l'exposition sur le secteur forestier, un aperçu de projets mis en œuvre par la conservation des forêts a été présenté au wali, portant sur l'extension du couvert végétal dans la wilaya et la protection des bassins des barrages contre l'érosion.

Tlemcen

Une large campagne de sensibilisation pour le respect des gestes barrières

L'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) de Tlemcen organise actuellement une campagne de sensibilisation visant à mettre l'accent sur la nécessité de respecter les gestes barrières pour lutter efficacement contre la Covid-19. Devant le relâchement constaté chez certains citoyens, la campagne menée au niveau de la place centrale de la ville de Tlemcen et dans d'autres quartiers et villages de la wilaya, «vise à rappeler au citoyen que la Covid-19 est encore là et qu'il est impératif de respecter le protocole sanitaire mis en place, notamment le port des bavettes surtout dans les magasins, les cafés, les moyens de transport et tous les endroits où il y a beaucoup de monde».» Nous insistons sur la distanciation et la désinfection régulière des lieux pour préserver la santé de tous, ajoutant qu'«au début de la pandémie les gens avaient respecté les mesures de prévention, mais actuellement un relâchement est constaté et c'est pour cela que nous continuons à organiser des campagnes pour prodiguer des conseils afin de leur faire prendre conscience du danger encore présent de cette pandémie.» La campagne de sensibilisation, initiée par l'EPSP de Tlemcen est marquée, entre autres, par la distribution à titre gracieux des bavettes aux citoyens, s'ajoutant à l'effort collectif mené par la société civile et les différentes associations qui n'ont pas cessé, depuis l'apparition de cette pandémie, à organiser des rencontres et des actions de sensibilisation ayant touché l'ensemble du territoire de la wilaya de Tlemcen, dans le but de contribuer avec tous les acteurs de la société à mettre fin à la Covid-19 qui continue de sévir dans le pays et dans toutes les régions du monde. Le respect des mesures contenues dans le protocole sanitaire est indispensable pour tout un chacun et pour le bien de tout le monde, a rappelé le Dr Korso qui a, par ailleurs, réitéré son appel aux citoyens à rester vigilants et à respecter les gestes barrières.

C'est le moment de prendre de la vitamine D, et en voici les raisons

Les rayons du soleil sont obligatoires pour synthétiser la vitamine D, qui peut aussi se prendre sous forme d'ampoule. Depuis ce week-end, la nuit tombe une heure plus tôt, les journées sont de moins en moins ensoleillées. Les spécialistes conseillent de faire une cure de vitamine D pour résister au début de l'hiver et renforcer son système immunitaire. Les journées se raccourcissent, le temps de soleil diminue. L'hiver n'est pas loin et les déprimes qui vont avec aussi. C'est le moment parfait pour faire une cure de vitamine D selon les spécialistes.

Pourquoi faut-il prendre des vitamines ?

Elles sont tout simplement essentielles pour notre corps. «Vita» se traduit par «vie» et «amine» veut dire «substance organique». C'est une substance qui est nécessaire à la vie, dont le corps a besoin pour fonctionner, mais que le corps ne peut pas produire en quantité suffisante. Toutes nos vitamines se retrouvent dans notre alimentation sauf la vitamine D. Certes, il y en a un peu dans le saumon, dans l'huile de foie de morue, dans les œufs, dans le lait, mais pour en synthétiser, on a besoin des rayons du soleil. Et donc, avec l'hiver, les journées sont moins longues et les risques de carence augmentent.

À quoi sert la vitamine D ?

La vitamine D est importante pour les os, elle aide plus particulièrement à absorber le calcium. Elle sert également pour le bon fonctionnement des muscles, protège les neurones et agit contre certaines maladies cardio-vasculaires. Il y aurait aussi un rôle dans certains cancers. Surtout, les personnes qui sont en carence de vitamine D, ont un système immunitaire qui est moins performant. Et on s'est rendu compte aussi que les malades du Covid-19, qui sont en réanimation, sont en déficit de vitamines D. Évidemment, prendre de la vitamine D ne veut pas dire guérir du coronavirus ou s'en prémunir. Néanmoins, une petite supplémentation ne pourrait pas faire de mal.

Est-ce que certaines personnes en ont plus besoin que d'autres ?

Les carences sont extrêmement fréquentes et certaines personnes en ont plus besoin que d'autres, notamment les enfants. Ils sont en pleine croissance et donc, pour les os, ils ont besoin de vitamines D. D'ailleurs, ils ont souvent une supplémentation mais que l'on a tendance à oublier quand ils grandissent. On leur donne des petites gouttes quand ils sont tout petits, mais ensuite, on oublie, même s'il faut continuer de leur en donner. Les personnes âgées sont également sujettes aux carences puisque l'absorption est moins bonne. Bien sûr, ils ont de la vitamine D dans leur alimentation et dans les rayons du soleil. Néanmoins, ils vont être déficitaires et cela va fragiliser leurs os. C'est la même chose pour les personnes qui sont en situation d'obésité. Les besoins en vitamines D sont deux à trois fois plus importants chez une personne obèse car la vitamine D va être séquestrée dans les tissus gras. Bloquée par la graisse, elle va être moins disponible. La vitamine D se prend sous forme d'ampoule et ne coûte pas très cher en pharmacie.

Microsoft dévoile Capacitivo, un tissu intelligent pour la cuisine

Avec les possibilités technologiques d'aujourd'hui, même les tissus peuvent devenir intelligents. Microsoft en fait aujourd'hui une très belle démonstration avec son projet Capacitivo, un tissu intelligent et connecté pour la table de la cuisine. Imaginez un peu, vous rentrez de vos courses, au marché ou au supermarché, peu importe, vous avez acheté des légumes, de la viande, du poisson, etc, et vous vous demandez quels genres de plats vous pourriez préparer avec ce que vous avez acheté. Grâce au travail de Microsoft et à de nombreux chercheurs dans plusieurs universités du monde entier, voici un système de tissu intelligent baptisé Capacitivo capable de détecter et reconnaître les objets placés sur lui. Cela signifie que, simplement en venant déposer la nourriture que vous avez acheté sur ce tissu, celui-ci est en mesure de savoir de quel genre de nourriture il s'agit et peut même vous suggérer des plats pouvant être préparés avec. Le système est même capable de vous aider à planifier un régime. Et outre la nourriture, Capacitivo peut aussi détecter des choses comme des liquides ou des objets non métalliques.

Capable de reconnaître la nourriture et divers objets posés dessus

Selon Microsoft et d'après une étude réalisée sur 10 personnes et l'utilisation d'une vingtaine d'objets différents, Capacitivo a pu obtenir une précision de 94,5%. Un chiffre très impressionnant mais l'étroitesse de l'étude et le très faible nombre d'objets testés ne sauraient être vraiment indicatifs du succès de ce système dans sa capacité à identifier tous types d'objets. Cela étant dit, ces premiers tests sont très encourageants. Toujours est-il que Capacitivo est un projet très intéressant et les premiers développements sont des plus prometteurs. Difficile cependant d'imaginer ce que Microsoft pourrait avoir envie de faire de ce projet. Après tout, nous avons déjà vu des entreprises comme Google s'essayer à la conception de tissus et vêtements intelligents avec le Projet Jacquard, notamment, mais il est très difficile d'évaluer le succès commercial de ce genre de projet. Pour l'heure, il s'agirait davantage de tester les possibilités des technologies modernes plutôt que d'envisager un produit grand public abouti.

Coronavirus-le vaccin d'AstraZeneca produit une réponse immunitaire chez les personnes âgées

Des résultats préliminaires des essais cliniques du vaccin développé par l'université d'Oxford en partenariat avec le groupe britannique AstraZeneca contre le nouveau coronavirus montrent qu'il produit une réponse immunitaire forte chez les personnes âgées, les plus à risque de développer des formes graves du Covid-19, a rapporté hier le *Financial Times* citant deux personnes au courant de la découverte. Ces résultats font écho aux données publiées en juillet qui ont montré que le vaccin a généré "des réponses immunitaires robustes" chez des patients en bonne santé âgés de 18 à 55 ans, ajoute le journal. Le FT prévient toutefois que de tests d'immunogénicité positifs ne garantissent pas que le vaccin s'avérera sûr et efficace chez les personnes âgées. Les détails de cette découverte devraient être publiés prochainement dans une revue scientifique, ajoute encore le FT. Oxford et AstraZeneca n'ont pas répondu dans l'immédiat à une demande de commentaires de Reuters. Vendredi, AstraZeneca a annoncé avoir repris les essais cliniques menés aux Etats-Unis sur son vaccin contre le coronavirus après avoir reçu le feu vert de l'autorité de santé américaine.

Covid-19 : toussez, ce test vous dit en 30 secondes si vous êtes infectés

Des chercheurs ont mis au point un test très rapide pour dépister le coronavirus. En seulement 30 secondes, ce test est capable de détecter la présence du virus dans les expectorations du patient. La lutte contre lew Covid-19 continue dans le monde. Les scientifiques s'attellent à trouver de nouvelles manières pour dépister le coronavirus et stopper l'infection avant qu'elle atteigne trop gravement les organes. Ce fut par exemple le cas d'une jeune femme ayant souffert de mort cérébrale. Depuis le début de la pandémie, plusieurs tests de dépistage ont déjà été développés. En plus des chiens dressés au dépistage du coronavirus, des chercheurs ont mis au point il y a quelques mois un kit fluorescent pour tester plus rapidement les populations. En avril, nous vous avions même présenté un kit de test connecté à un smartphone capable d'afficher un résultat en 30 minutes. La nouvelle méthode que nous vous présentons aujourd'hui est encore plus rapide. Ce test développé par des chercheurs de l'université de Téhéran en Iran met seulement 30 secondes à dépister le coronavirus.

Il n'existe pas encore de test de dépistage rapide et fiable pour le Covid-19

En plus de détecter le SARS-CoV-2, ce test est en fait capable d'identifier des espèces réactives de l'oxygène. Aussi appelées ERO, ces molécules sont produites lors d'une inflammation respiratoire. Lors d'une interview accordée à IEEE Spectrum, Mohammad Abdolahad, professeur de l'université de Téhéran, a expliqué qu'il n'existe encore aucun moyen rapide et fiable pour dépister le virus. Pourtant, selon lui, une détection rapide et fiable est la clé pour stopper la propagation du coronavirus. Actuellement, les tests utilisés à travers le monde mettent entre une journée et une semaine avant de produire des résultats.
Les tests de détection antigénique sont bien plus rapides et peuvent proposer des résultats en moins d'une heure. Cependant, ils ne sont pas très précis.
Pour ce test de détection des ERO, les patients doivent tousser afin de produire des expectorations. Mohammad Abdolahad a expliqué que le système est composé d'un moniteur connecté à une sonde. Celle-ci utilise un capteur jetable pour tester chaque échantillon d'expectorations. Les résultats sont affichés en quelques secondes sur le moniteur. De plus, ce système a aussi l'avantage d'être portable. Cela lui permet d'être facilement

utilisé dans les laboratoires et les cliniques. En attendant l'arrivée du vaccin pour lequel le gouvernement britannique est prêt à infecter des milliers de volontaires, dépister rapidement et efficacement le coronavirus est une bonne manière de lutter contre le Covid-19.

Sommet mondial de la santé

Le chef de l'OMS met en garde contre le «nationalisme vaccinal»

Le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé dimanche à la solidarité mondiale dans la distribution de tout futur vaccin contre le coronavirus, sur fond d'explosion du nombre des cas à travers la planète.

Dans un discours vidéo à l'ouverture d'un Sommet mondial de la santé de trois jours à Berlin, Tedros Adhanom Ghebreyesus a déclaré que le seul moyen de surmonter la pandémie était de le faire ensemble et de s'assurer que les pays plus pauvres aient un accès équitable à un vaccin. «Il est naturel que les pays veuillent d'abord protéger leurs citoyens, mais si et quand nous disposerons d'un vaccin efficace, nous devrons également l'utiliser efficacement. Et la meilleure façon d'y parvenir est de vacciner certaines personnes dans tous les pays plutôt que toutes les personnes en certains pays», a-t-il dit. «Permettez-moi d'être clair : le nationalisme vaccinal prolongera la pandémie, ne la raccourcira pas», a-t-il ajouté. Des scientifiques du monde entier travaillent à mettre au point un vaccin contre le Covid-19, qui a tué plus de 1,1 million de personnes. Des dizaines de vaccins sont actuellement testés dans des essais cliniques, dont dix sont au stade le plus avancé de phase 3, impliquant des dizaines de milliers de volontaires. L'Union européenne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon et un grand nombre d'autres pays ont déjà passé d'importantes commandes aux entreprises qui créent les vaccins les plus prometteurs. Mais les inquiétudes grandissent quant au fait que les pays les moins riches pourraient être négligés. L'OMS a lancé un programme international, baptisé Covax, pour aider à assurer un accès équitable aux futurs vaccins, mais elle a eu du mal à réunir les fonds nécessaires.

Syrie

Au moins 56 éléments armés tués dans des raids à Idleb

Au moins 56 éléments armés ont été tués lundi dans des raids aériens contre des positions terroristes dans la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Le bilan pourrait encore être revu à la hausse, car il y a aussi une centaine de blessés, «dont certains dans un état critique», selon un bilan fourni par Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH. Les terroristes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie) contrôlent près de la moitié de la province d'Idleb mais aussi des pans de territoires dans les régions voisines de Lattaquié, Hama et Alep. Déclenchée en 2011, la crise en Syrie s'est complexifiée au fil des ans, impliquant des puissances étrangères et de groupes terroristes. Les forces gouvernementales syriennes ont réussi ces dernières années à reprendre le contrôle de plus de 70% du pays.

Etats-Unis

Le vote anticipé pour les élections du 3 novembre déjà plus important qu'en 2016

Le vote par anticipation ou par correspondance pour les élections du 3 novembre aux Etats-Unis est déjà plus important que ce qu'il était quatre ans plus tôt en 2016, selon une étude indépendante publiée dimanche. Neuf jours avant le scrutin, le US Election Project, un centre d'études dépendant de l'Université de Floride, a annoncé qu'à la date de dimanche plus de 59 millions d'électeurs avaient déjà voté. En 2016, 57 millions d'électeurs avaient voté en avance, que ce soit par anticipation en personne ou bien par correspondance, selon le site de la US Election Assistance Commission. Préoccupés par la persistance de la pandémie du coronavirus ou motivés par les enjeux de l'affrontement électoral entre le Président républicain, Donald Trump, et l'ancien vice-président démocrate Joe Biden, les Américains ont voté en avance par millions. Jusqu'à présent, les Démocrates, qui ont beaucoup encouragé cette année le vote en avance, sont en tête dans le nombre des votes déjà effectués, mais on ignore si cela peut être une indication sur la nature du résultat final. Pour leur part, Donald Trump et les Républicains ont déclaré que le vote par correspondance ouvrait des possibilités de fraude, et on s'attend à ce que de nombreux électeurs républicains votent le jour de l'élection, le 3 novembre

Belarus

L'opposante Tikhanovskaïa annonce le début de mouvements de grève

La cheffe de l'opposition bélarusse, Svetlana Tikhanovskaïa, a annoncé hier le début de mouvements de grève pour exiger le départ du président Alexandre Loukachenko, au lendemain d'une nouvelle grande manifestation contre le gouvernement à Minsk, rapportent les médias. «Dès ce matin, des employés d'entreprises et d'usines publiques, du secteur des transports, des mineurs, des professeurs et des étudiants ont commencé à faire grève», a-t-elle affirmé sur la messagerie Telegram. «La grève dans les entreprises publiques est un levier de pression économique. Et celle dans le secteur privé est un signe de solidarité de chacun, c'est tout aussi important», a-t-elle dit. Figure de proue de l'opposition, exilée en Lituanie, Svetlana Tikhanovskaïa, 38 ans, a lancé ce mois-ci un ultimatum au président Loukachenko, lui donnant jusqu'à dimanche pour se retirer, faute de quoi elle appellerait à une grève générale. Sur les réseaux sociaux, des médias d'opposition ont posté, hier matin, des vidéos montrant des dizaines de jeunes rassemblés devant des universités ou faisant des sit-in. Le média indépendant Tut.by a lui publié des images d'ouvriers effectuant des débrayages ou des actions de solidarité dans au moins quatre grandes usines publiques. «C'est difficile de savoir jusqu'où les gens iront à cause de la grande pression des autorités», a indiqué Alexandre Iarochouk, chef de la Confédération bélarusse des syndicats démocratiques, précisant ne pas avoir appelé à faire grève. Une porte-parole du Premier ministre a, pour sa part, indiqué sur Facebook que les entreprises du pays fonctionnaient normalement. «Une partie de nos employés a rejoint la grève», soutient de son côté Natalia Bezroukova, 54 ans, une gréviste d'une firme publique de construction dans le centre de Minsk. A côté d'elle, participant à une chaîne humaine d'une quinzaine de personnes, Elena Velitchko, 43 ans, entrepreneur, a également décidé de ne pas travailler. «Je suis prête à beaucoup de choses pour qu'on nous rende notre droit de vote», a-t-elle dit. L'opposition bélarusse exige le départ de M. Loukachenko, 66 ans, au pouvoir depuis 1994, après l'élection présidentielle jugée frauduleuse du 9 août. Dimanche, une nouvelle manifestation a réuni plus de 100 000 personnes à Minsk. Au total, 523 personnes ont été arrêtées ce jour-là en marge de protestations à travers le pays, selon le ministère de l'Intérieur.

Libye

L'ONU lance le Forum du dialogue politique libyen

La représentante spéciale par intérim du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Stephanie Williams, a lancé dimanche le Forum du dialogue politique libyen (FDPL) peu après la signature de l'accord de cessez-le-feu permanent vendredi. Ce forum a convoqué sa première réunion virtuelle hier, tandis que la réunion en face à face débutera le 9 novembre, a déclaré la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) dans un communiqué. «Le FDPL est un dialogue politique intra-libyen pleinement inclusif établi par les résultats de la Conférence de Berlin, qui ont été approuvés par les résolutions 2510 (2020) et 2542 (2020) du Conseil de sécurité», rappelle le communiqué. Selon la même source, les participants au forum sont issus de différentes circonscriptions basées sur les principes d'inclusion et de juste représentation géographique, ethnique, politique, tribale et sociale. L'objectif global du FDPL est un consensus quant à un cadre de gouvernance unifié pour «restaurer la souveraineté de la Libye et la légitimité démocratique des institutions libyennes», a affirmé la Manul. D'après l'ONU, les délégations libyennes aux pourparlers de la Commission militaire mixte libyenne 5+5 avaient signé à Genève un accord de cessez-le-feu permanent. Les deux délégations de la Commission militaire mixte libyenne (5+5) ont signé vendredi à Genève, sous les auspices des Nations unies, un accord de cessez-le-feu permanent en Libye. La Commission militaire mixte libyenne est l'une des trois voies poursuivies par la Mission d'appui des Nations unies en Libye, avec les voies économiques et politiques, afin de parvenir à une solution au conflit en Libye.

Irak

Nouveaux heurts entre policiers et manifestants

Des dizaines de jeunes et de policiers s'affrontent de nouveau lundi sur la place Tahrir de Baghdad, après une nuit de heurts notamment à Kerbala, au sud-ouest de la capitale, ont rapporté des médias. A Baghdad, sur le pont al-Joumhouriya, qui sépare Tahrir de la Zone verte où siègent les autorités irakiennes et l'ambassade américaine, des dizaines de jeunes ont tenté de prendre d'assaut les trois barrages de béton installés par les forces de l'ordre. Ils jetaient des pierres tandis que les policiers répondaient par des tirs de grenades lacrymogènes et assourdissantes, selon les médias. Des jeunes brûlaient également des pneus, tandis que le calme régnait sur la place elle-même, de même que sur le pont Senek, menant à la Zone verte et à l'ambassade d'Iran. Dans la ville de Kerbala, de jeunes manifestants ont jeté des pierres sur des policiers. Après un certain temps, des tirs, visiblement en l'air, du côté des forces de l'ordre ont retenti, faisant brusquement refluer les protestataires, selon les mêmes sources. A Nassiriya (sud), des centaines de manifestants sont restés jusque tard dans la nuit sur la place Habboubi, scandant des slogans appelant à maintenir un mouvement pacifique. A Diwaniya (sud), de jeunes manifestants ont brièvement incendié, dans la nuit des pneus dans les rues du centre-ville. Et à al-Hilla (sud), des heurts ont également eu lieu. Dimanche, des milliers d'Irakiens ont défilé à travers le pays, réclamant notamment une réforme du pouvoir et une amélioration des conditions de vie.

Manifestations en Angola

Une centaine d'arrestations par la police

Une centaine de personnes ont été arrêtées à la suite de violentes manifestations antigouvernementales ce week-end dans la capitale angolaise Luanda, a annoncé dimanche un haut responsable du gouvernement. La police antiémeute a tiré du gaz lacrymogène pour mettre fin à des manifestations auxquelles ont participé environ 2000 personnes. Les manifestants ont érigé des barricades le long des routes en utilisant des bennes, des rochers, des troncs d'arbres et des pneus en feu.
Le secrétaire du ministère de l'Intérieur, Salvador Rodrigues, a déclaré à la télévision d'Etat que 103 personnes, dont des membres du principal parti d'opposition Unita, avaient été arrêtées et que six policiers avaient été blessés.
Dans un communiqué diffusé dimanche, l'Unita a accusé la police d'avoir recouru à une force excessive pour réprimer les manifestations et a exigé la «libération inconditionnelle» de toutes les personnes arrêtées.

Lituanie

l'opposition de centre droit remporte le 2e tour des législatives

L'opposition de centre droit lituanienne a remporté les élections législatives organisées dimanche, selon les premiers résultats, dans un contexte de flambée des contaminations par le coronavirus. Le parti conservateur, qui avait recueilli 25% des voix au premier tour, a obtenu 49 des 141 sièges au Parlement, alors que l'Union des agriculteurs et des Verts du Premier ministre Saulius Skvernelis, qui avait fait 17% au premier tour, n'en remporte que 32, selon les premiers résultats. Pressentie pour occuper le poste de chef du gouvernement, l'ancienne ministre conservatrice des Finances, Ingrida Simonyte, 45 ans, devrait être en mesure de bâtir une coalition avec les deux partis libéraux, qui ont respectivement remporté 12 et 11 sièges. Quatre autres partis politiques sont entrés au Parlement au premier tour, ce qui devrait conduire à des pourparlers sur une coalition après le second tour de dimanche.Le Premier ministre Skvernelis, plus populaire parmi les électeurs ruraux ayant de faibles revenus, s'est engagé à poursuivre la lutte contre les inégalités sociales et à introduire une prime annuelle en espèces, dite le «13e mois de pension» pour les personnes âgées. Tous les grands partis sont favorables à l'UE et à l'Otan et appuient la volonté de Vilnius de rallier le soutien des pays de l'Union européenne à l'opposition démocratique bélarusse, après une élection présidentielle contestée dans ce pays voisin.

Ahsene Saaid / Ag.

Monument historique

Le palais Meriem Azza de la ville de Skikda sera bientôt réhabilité

Le palais Meriem Azza, de la ville de Skikda, fera «prochainement» l'objet d'une vaste opération de réhabilitation concernant essentiellement la consolidation de cet édifice historique, a-t-on appris, dimanche, du directeur local de la culture, Abdelaziz Boudjelaba.

«Cette opération permettra la préservation de ce monument historique considéré une des merveilles architecturales de Skikda, à l'image de l'hôtel de ville, la gare, la bâtisse de la poste centrale et la banque centrale», a précisé le même responsable dans une déclaration. L'opération vient s'ajouter, selon le même responsable, à celle lancée en 2015 portant sur des «travaux d'urgence» de renforcement de l'étanchéité suite aux infiltrations de pluies qui ont abîmé une grande partie du palais, a-t-on détaillé, soulignant que cette action a permis de préserver la valeur architecturale et artistique de ce monument emblématique. La même source a relevé qu'après l'achèvement des travaux de ces réhabilitations, «la future fonction de ce monument historique sera déterminée». Dans ce contexte, plusieurs associations locales ont proposé de convertir le palais Meriem Azza, appelé également palais de Ben Gana, du nom d'un des anciens propriétaires de ce chef-d'œuvre, une fois les travaux de réhabilitation achevés, en une maison d'artiste devant accueillir les œuvres d'art des artistes de Skikda et d'autres wilayas tout en leur offrant un espace de rencontre et d'inspiration, a ajouté le même responsable qui rappelle que le grand penseur algérien, Malek Bennabi, s'asseyait souvent dans le jardin du palais Ben Gana pour méditer et rédiger certains de ses ouvrages. Le palais Meriem Azza figure parmi les importants monuments historiques de cette région côtière, en mesure de captiver un nombre impressionnant de touristes locaux et étrangers qui ne peuvent que s'émerveiller face à sa beauté agrémentée par des infimes détails décoratifs et de construction, selon le directeur local de la culture. Construit en 1913 par l'architecte Charles Montaland, à la demande de Paul Cuttoli, alors maire de la commune de Skikda, le palais de Meriem Azza, occupe un site très boisé qui surplombe le versant marin de la corniche de Stéra avec une vue panoramique sur l'une des plus belles plages de l'antique Rusicada, a-t-on précisé. L'architecte Montaland avait réalisé un chef d'oeuvre décliné dans un style architectural andalou mauresque hautement raffiné où s'entremêlent et s'épousent les sculptures, les dessins, les calligraphies offrant à la vue une œuvre captivante, ajoute-t-on. Paul Cuttoli avait fait construire ce palais «joyau» en guise de cadeau à son épouse, Marie, d'où l'appellation palais de Meriem qui est l'équivalent arabe de Marie qui y accueillait ses hôtes de marque, avant d'être vendu à un autre propriétaire Ben Gana, un richissime, issu de la wilaya de Biskra. Ce monument a été classé en 1981, patrimoine national et au cours de la même année, les services de la wilaya avaient entamé des travaux de restauration dans ce palais, rappelle-t-on. Jusqu'à récemment, le palais Meriem Azza servait de résidence d'hôte pour les visiteurs les plus distingués de la wilaya.

Mohamed T. / Ag.

Afin de parer à l'annulation du Salon international du livre d'Alger (Sila)

Des ventes promotionnelles pour dynamiser la vente de livres

Des ventes promotionnelles et des collectes de dons de livres ont été lancées cette semaine par des éditeurs et libraires afin de parer à l'annulation du Salon international du livre d'Alger (Sila) et soutenir le secteur du livre. Les éditions Barzakh ont lancé samedi une braderie de leurs ouvrages avec le concours de plusieurs librairies à Alger, Oran, Blida Tizi-Ouzou, Mascara et Constantine, a-t-on appris auprès de l'éditeur. Cette opération, qui a également impliqué les associations oranaises «Bel horizon» et «Le petit lecteur» se poursuit jusqu'au 31 octobre. Les éditions Anep de l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité, annoncent également des ventes promotionnelles sur leurs publications pour le mois de novembre. Cette opération, tenue uniquement à la librairie Chaib-Dzair, à Alger concerne les livres d'histoire et les beaux-livres publiés par l'éditeur. Des éditeurs et certains auteurs, ayant publié à leurs comptes, proposent également des ventes en ligne avec livraison à domicile de leurs ouvrages par les services postaux ou par le biais de plateformes de vente. D'autres initiatives citoyennes autour du livre sont également en cours à travers les clubs de lecture et associations qui organisent des événements autour du livre et de la lecture en plus de nombreuses collectes de dons de livres. Les acteurs de ces opérations perçoivent leurs actions comme «une petite activité très locale en remplacement du Sila prévu à cette période» mais aussi une manière de «soutenir, chacun comme il peut, un secteur du livre en grande souffrance en cette période exceptionnelle». Prévu à la fin du mois d'octobre, le 25e Sila devait se tenir en version virtuelle devant «l'impossibilité d'organiser cet événement qui draine plus d'un million de visiteurs par an en cette période exceptionnelle de pandémie», annonçait au mois d'août le ministère de la Culture et des Arts évoquant également l'adoption de «mesures particulières pour préserver et dynamiser l'industrie du livre en cette période d'exception».

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA DE BOUMERDES

NIF : 414024000035126

RELANCE DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT APRES ANNULATION D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE N° 11 / SM/DUAC /2020

La Direction de l'Urbanisme, de l'architecture et de la Construction de la Wilaya de Boumerdes, relance un Avis d'Appel d'Offre National ouvert après annulation d'attribution pour : **La Réalisation des travaux de VRD primaires et secondaires du site : 100Logements LPA à Seghirat /Thénia w de Boumerdes.**

Les entreprises qualifiées à la catégorie Une (I) ou plus dans l'un des secteurs : Bâtiment ou hydraulique ou travaux publics (Activité principale ou secondaire), et intéressées ; peuvent retirer le cahier des charges, dont le montant des frais de retrait est de 2000 DA versés au compte n°211007 au profit du Trésor et seront enregistrés dans un registre AD-HOC , au niveau du service de l'Administration et des moyens - 1 er étage- bureau n°27– Direction de l'Urbanisme, de l'architecture, et de la Construction – cité FRANTZ FANON -800 LOGTS - Boumerdes.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

1- Le dossier de candidature contient :
-Une déclaration de candidature.
-Une déclaration de probité.
-Les statuts pour les sociétés
-les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.
1- **Capacités professionnelles** : Une copie du certificat de qualification et classification Professionnelle catégorie une (I) ou plus dans l'un des secteurs de Bâtiment, Hydraulique ou Travaux Publics (Activité principale ou secondaire) en cours de validité.
2-capacités financières : Moyens financiers justifiés par les bilans financiers visés par les services des impôts et leurs annexes indiquant les différents chiffres d'affaires des trois dernières années (2015, 2016 et 2017) ou une attestation de chiffre d'affaire délivrée par les services des impôts et les références bancaires .

3-Capacités techniques : Moyens humains propres à l'entreprise et matériels à mettre dans le cadre du présent projet accompagnés des pièces justificatives.

- **Matériel non roulant :** Factures (ne pouvant justifier que le matériel ne disposant pas de cartes grises), et PV d'huissier de justice daté de moins d'une année ou contrat de location notarié.
- **Matériel roulant :** cartes grises+ contrats d'assurance en cours de validité, fiche de contrôle technique, contrat de location notarié (en cas de location).

- Diplôme, attestation d'affiliation à la CNAS en cours de validité pour l'effectif d'encadrement, pour les ouvriers : Attestation de mise à jour visée par CNAS.
- Attestations de mise à jour CNAS, CASNOS et CACOBATH en cours de validité.
- Copie du registre de commerce
- Copie de l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier
- Copie de la carte d'immatriculation fiscale (NIF)
- Copie du numéro d'identification statistique (NIS),
- Copie de l'extrait du casier judiciaire du signataire de l'offre en cours de validité.

- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les personnes morales délivrée par l'antenne CNRC pour l'année 2017.

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.
Si les documents précités ne sont pas remis dans le délai requis ou s'il s'avère après leur remise qu'ils comportent des informations non conformes à celles figurant dans la déclaration de candidature, l'offre concernée est écartée, et le service contractant répond la procédure d'attribution du marché.
Si après signature du marché, le service contractant découvre que des informations fournies par le titulaire du marché public sont erronées, il prononce la résiliation du marché aux torts exclusifs du partenaire cocontractant.

Un soumissionnaire seul ou en groupement ne peut présenter plus d'une offre par procédure d'un marché public. Une même personne ne peut pas représenter plus d'un soumissionnaire pour' un même marché public.

2)- L'offre technique contient :

-La déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint renseignée, datée et signée et paraphée par le soumissionnaire.
-Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif selon le modèle ci-joint renseignée, datée et signée et paraphée par le soumissionnaire et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public a savoir :
- Planning d'exécution des travaux dument daté et signé par le soumissionnaire.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Attestation de visite du site.
Tout soumissionnaire, seul ou en groupement, peut se prévaloir des capacités d'autres entreprises.
La prise en compte des capacités d'autres entreprises est subordonnée à l'existence entre elles, d'une relation juridique de sous- traitance, de Co-traitance ou statutaire (filiale ou société mère d'un même groupe de la société), et à l'obligation de leur participation à la procédure de passation du marché public.
Dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises, le service contractant tient compte des capacités du groupement dans sa globalité. A ce titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier de l'ensemble des capacités exigées du groupement, dans le cahier des charges.

3) - L'offre financière contient :

- La lettre de soumission (selon le modèle ci-joint) renseignée, datée et signée par le soumissionnaire.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment renseigné, daté et signé par le soumissionnaire.
- Le détail quantitatif - estimatif (DQE) de l'offre dûment renseigné, daté et signé par le soumissionnaire.

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
Relance de l'Avis d'appel d'offre national ouvert après annulation d'attribution provisoire du marché N° 11 / SM /DUAC / 2020

PROJET : **La Réalisation des travaux de VRD primaires et secondaires du site : 100Logements LPA à Seghirat /Thénia w de Boumerdes.**

Les offres doivent être déposées, au niveau du secrétariat de la direction, – 3eme étage - bureau N° 49 - Direction de l'Urbanisme, de l'architecture et de la construction de la Wilaya de BOUMERDES - cité FRANTZ FANON (800 logts) wilaya de **BOUMERDES**

La durée de préparation des offres est fixée à 21 jours à compter de la 1ere parution de l'avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Le dépôt des offres sera fixé au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 10h00mn à compter de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Le jour d'ouverture des plis aura lieu le 21eme jour à compter de la 1ere publication de l'avis d'appel d'offre au BOMOP ou aux quotidiens nationaux à 10 h30 au niveau du Siège de la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya de Boumerdes.

Si le jour de l'ouverture des plis techniques et financiers coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La séance d'ouverture des plis aura lieu en présence des soumissionnaires.

La durée de validité des offres est fixée à trois (03) mois augmentée de la durée de préparation des offres, à compter de la première date de parution de l'avis d'appel à la concurrence.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant toute la durée de validité des offres.

L'Echo d'Algérie : 27/10/2020 **Anep : 2016 017 287**

NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police :	1548
- Gendarmerie nationale :	1055
- Sonelgaz :	3303
- Alerte kidnapping :	104
- Personnes en difficulté ou en détresse :	1527
- SOS Sécurité :	112
- SOS Santé :	115

Urgences

- SAMU :	021 23 50 50
- Police :	17
- Protection civile :	14
- Gendarmerie nationale :	021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers	021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d'Alger :	021 73 00 73
- Centre antipoison :	021 97 98 98
- Centre des grands brûlés :	021 63 29 95
- Institut Pasteur :	021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha :	021 23 35 35
- CHU Aït Idir :	021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun :	021 91 21 63
- CHU Beni Messous :	021 93 15 50
- CHU Kouba :	021 28 33 33
- CHU Bab El Oued :	021 96 06 06
- CHU Bologhine :	021 95 82 24
- CHU El Kettar :	021 96 48 97
- HCA Aïn Naâdja :	021 54 05 05
- Hopital Tixeraïne :	021 55 01 10
- Hopital Zéralda :	021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie :	021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie :	021 74 24 28
- Tassili Airlines :	021 50 98 58
- Air France :	021 98 04 04

Dépannages

- Gaz :	021 68 44 00
- Electricité :	021 68 55 00
- Service des eaux :	021 67 50 30

Radios

- Chaîne I :	021 21 48 37
- Chaîne II :	021 69 11 70
- Chaîne III :	021 48 15 15
- Radio El Bahdja :	023 70 99 99
- Jil FM :	021 69 27 27
- ENRS :	021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom	100
- Serveur vocal chèques postaux :	1530
- Seaal :	3394
- Scouts musulmans algériens :	3033
- Association algérienne de psychiatrie :	1512
- Réclamations :	18
- Renseignements / Réveil :	19
- Télégramme :	13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr	026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi	021 74 82 52
- Hôtel Hilton	021 21 96 96
- Hôtel Sheraton	021 37 77 77
- Hôtel Mercure	021 24 59 70
- Hôtel Ibis	021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier	021 73 65 06
- Hôtel Safir	0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh	021 45 23 58
- Hôtel Mazafran	021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda	023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba	021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba	023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d'Or	021 54 25 62

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites 0776 88 22 38

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja 0795 22 65 77

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger	021 50 91 91	- Rabah Bitat - Annaba	038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran	041 59 10 77	- Mostepha Ben Boulaïd - Batna	023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine	031 81 01 24	- 8 Mai 1945 - Sétif	0651 88 73 66

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa	029 89 46 20	- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa	029 81 60 50	- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Tahat - Tamanrasset	029 31 21 21	- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Gourara - Timimoun	049 90 26 27	- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel Touat - Adrar	049 96 99 33	- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued	032 11 89 02

Hôtels - Est

- Hôtel Marriott - Constantine	035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine	031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine	031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba	038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba	038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif	036 51 41 34

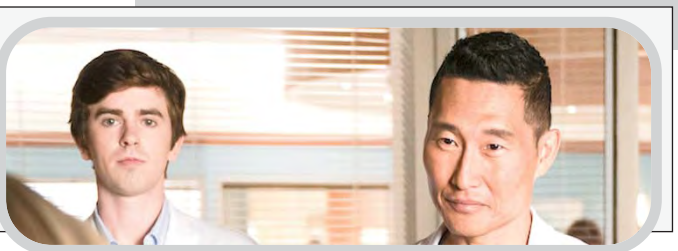
Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

20h05 : Good Doctor *2017

TF1

Morgan soigne un patient au passé houleux, qui s'occupe à présent de jeunes en difficultés et a besoin d'une greffe de rein. Un des jeunes dont il s'occupe propose d'être son donneur. Surgissent alors de nombreuses questions. Dash, le mari d'une amie de Claire, récemment décédée,...



20h05 : Le Hobbit

.2

Thorin Ecu de Chêne et les Nains ont repris la Montagne Solitaire et possèdent désormais tous les joyaux qu'elle renferme. Malheureusement, ils ont aussi réveillé le terrible Smaug, qui déverse sa colère sur Bard et les habitants de Lac-Ville...

20h05 : Capitaine Marleau

.3

Marleau prend des vacances bien méritées en Guadeloupe, où elle retrouve un de ses amis, Loïc. Elle espère bien profiter du soleil et de la plage, mais se ravise lorsqu'elle apprend qu'un musicien a été assassiné dans un club. Pour seconder les gendarmes,...

19h50 : Trump face au FBI

.5

A quelques jours des élections présidentielles aux Etats-Unis, ce documentaire lève le voile sur les relations entre Donald Trump et le FBI. Dés le début de son mandat, l'ancien promoteur immobilier a partagé son mépris à l'encontre de la principale agence de force de l'ordre...

20h19 : Instincts criminels

C8

Comment les multiples vies de Philippe Gletty, homme riche et séducteur, l'ont-elles conduit à la mort ? Le 4 mars 2012, le corps de ce chef d'entreprise est retrouvé dans un chemin forestier où il avait de curieuses habitudes. Son exécution ne lui a laissé aucune chance...

20h15 : 90' Enquêtes

TMC

L'environnement semble de plus en plus pollué par la saleté et les animaux nuisibles : rats, pigeons, cafards et bestioles en tout genre envahissent les rues et même parfois les maisons. Un nouveau fléau fait également des ravages : les punaises de lit...

20h05 : Kung Fu Panda 2

gulli

Po, le panda glouton devenu grand maître du kung-fu, a la belle vie. Entouré de ses compagnons, les célèbres Cinq Cylones, alias Tigresse, Grue, Mante, Vipère et Singe, il s'adonne aux joies de la table et du close-combat. Mais un danger menace la paix : le maléfique Lord Shen fait parler la poudre...

20h05 : Prince of Persia

6ter

Dans la Perse ancienne, le jeune Dastan a été recueilli par le roi Sharaman et élevé comme un véritable prince aux côtés des deux fils du souverain, Tus et Garsiv. Quinze ans plus tard, au cours du siège de la forteresse d'Alamut, Dastan s'empare d'une dague qui permet de libérer les Sables du temps...

20h05 : L'ombre d'un doute

RMC STORY

Symbole de puissance pour les uns, havre de paix pour les autres, le château de Fontainebleau fut aussi un lieu discret où se tramèrent certaines des décisions les plus délicates...

Mercato

L'USMA, le CRB et le MCA au-dessus du lot

A quelques jours de la clôture du mercato chez nous, l'on ne peut pas dire qu'il a été très animé. Seuls quelques clubs, les plus nantis évidemment, ont pu étoffer leurs effectifs en prévision de la longue saison qui s'annonce.

Les autres se sont contentés de peu ou ont fait du sur place, la priorité étant déjà de garder le même groupe que l'année dernière. Le CRB, l'USMA et un degré moindre le MCA ont donc profité de leur aisance financière pour se disputer le peu de joueurs valables et disponibles sur le marché des transferts. Le champion en titre dont l'effectif était déjà bien fourni s'est assuré les services de nouveaux éléments confirmés, dont le dernier en date est Mohamed Islam Bakir qui rentre de Tunisie où il n'a pas vraiment brillé avec le CS Sfax.

Auparavant les Belouizdadis avaient embauché le prometteur gardien du PAC, Moussaoui, ainsi que le défenseur central Saâd, en attendant l'arrivée de Ngombo et Koukpo bloqués à l'étranger à cause de la fermeture des frontières. L'USMA, pour sa part, a ouvert une nouvelle page avec la venue de Serport aux commandes du club algérois. La société portuaire a vite fait de recruter l'ancien international, Antar Yahia, en tant que directeur sportif. Ce dernier a réalisé jusque-là un travail titanesque emmenant dans ses valises un staff technique complet, chapeauté par le coach français Ciccolini. Mais aussi un bon nombre de jeunes joueurs franco-algériens avec lesquels il compte constituer la nouvelle ossature de l'équipe. L'on notera la recrutement du gardien Alex Guendouz, ex-sociétaire de l'AS Saint-Etienne que l'on annonce comme un futur gardien de l'équipe nationale. En plus de ces joueurs venus de France, l'USMA a également recruté localement, réalisant même de grands coups, à l'image de Bouchina du PAC, Belkacemi du CSC, Belaid du NAHD ou encore Redouani de l'ESS. Du beau monde en perspective, surtout que le club a pu conserver pratiquement tous ses cadres y compris Benkhelifa dont le contrat a été racheté du PAC. Il faudra compter aussi avec le retour de prêt de Benchaâ dont le CS Sfax n'a pas levé l'option d'achat. Il y aura beaucoup de concurrence chez les Usmistes cette année. Le coach sera appelé à bien gérer un groupe pléthorique où tout le monde ou presque peut prétendre à une place de titulaire. Sur le papier, l'USMA a peut-être l'effectif le plus riche du championnat, au moment où l'un de ses concurrents, la JSK en l'occurrence, a opté pour une toute autre politique, celle du rajeunissement et le recrutement de joueurs des petites divisions. Un pari risqué, mais qui peut s'avérer concluant. Enfin, le MCA a réussi quelques bonnes pioches, à l'instar de Bensaha prêté par l'ES Tunis, mais aussi le gardien international Salhi et le défenseur de la JSK Saâdou. Sans oublier, le Sénégalais Isla du CABBA. Le groupe mouloudéen a fière allure également. Ces 3 équipes algéroises devraient jouer les premiers rôles, même si en football, il ne faut jurer de rien à l'avance. Richesse ne rime pas forcément avec succès dans ce domaine. D'autres clubs moins nantis pourraient en effet venir les bousculer, on l'a déjà vu par le passé. C'est ce qui fait d'ailleurs, le charme du sport en général et du football en particulier.

Ali Nezlioui

FAF

Le 10 novembre, dernier délai pour le dépôt des demandes de licences

La direction de contrôle de gestion et des finances des clubs professionnels (DCGF), relevant de la Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé lundi que les clubs de Ligue 1 devront déposer leurs demandes de licences pour la saison 2020-2021 «au plus tard le 10 novembre prochain», car fixé comme «dernier délai» pour l'accomplissement de cette tâche. «Les dossiers doivent être déposés au niveau de la DCGF au plus tard le 10 novembre 2020, afin que la liste des Sociétés sportives par actions (SSPA), qui seront retenues pour l'obtention de la licence de club professionnel pour la nouvelle saison (LCP/2020-2021) soit remise à la LFP dès le 12 novembre 2020» a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué. Selon la même source, les dossiers en question doivent être composés de «3 volets», à savoir : le dossier des 19 documents, la convention tripartite cadre (SSPA/Cabinet d'expertise/DCGF) pour la mise à niveau du management des clubs professionnels, ainsi que le contrat de prestation de service, signé entre la SSPA et le cabinet d'expertise, pour la mise à niveau du management des clubs professionnels. «Bien entendu, ce texte admet toute retouche nécessaire» a encore tenu à préciser l'instance fédérale.

Malgré sa signature au Qatar SC

Belaïli à la merci du Ahly Djeddah

On évoquait, hier, la situation administrative compliquée de l'international algérien, Youcef Belaïli, avec son club saoudien Al Ahly. Il se trouve qu'avant même que son affaire soit traitée au niveau de la FIFA, le natif d'Oran a signé, hier, un contrat de 3 ans avec le Qatar SC et ce, par voie électronique. Cependant, et si l'on se réfère à la presse saoudienne, l'engagement de Belaïli avec le club qatari ne signifie nullement que son feuilleton a connu son épilogue. Du côté de Djeddah, son ex-club crie déjà victoire dans le litige qui oppose les deux parties. Mieux, le président d'Al Ahly réclame 5 millions de dollars en contrepartie de la résiliation du contrat du milieu offensif algérien. Resté inactif depuis mars, Belaïli a logiquement perdu sa place en sélection. Mais la dernière sortie médiatique de Belmadi, ainsi que celle du président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, l'a poussé à bouger et accepter de signer au Qatar SC, même si ce club est loin d'être à la hauteur de son talent. En tout cas, même si le joueur a signé, sa qualification n'a pas été de tout repos. Hier, jusqu'au moment où nous mettions sous presse, le club qatari attendait toujours le certificat du transfert du joueur. Les Saoudiens, qui ont juré de mener la vie dure à l'ailier de l'EN jusqu'au bout, ont tardé à donner suite à la demande de leurs "chers" voisins qataris, et ce, même si l'affaire entre le Ahly et Belaïli est au niveau de la FIFA. Notons que le montant que percevra le joueur en 3 ans de contrat (si le contrat est validé) est de 2,5 millions de dollars, soit un salaire moins qu'en Arabie saoudite qu'il compensera avec des bonus. Par ailleurs, et selon les médias égyptiens, les derniers moments du mercato ont été tendus pour Belaïli. D'après eux, le joueur est revenu dans les plans du Ahly du Caire, mais cette fois, c'est son agent qui l'aurait suggéré, proposant même une baisse de salaire. Un nouveau round auquel les Cairotes ne s'attendaient pas, eux qui ont fait de leur mieux il y a quelques semaines pour le recruter.

EN U20

Six joueurs testés positifs au Covid-19

6 joueurs de l'équipe nationale algérienne (U20) de football, en stage du 22 au 25 octobre au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger), ont été testés positifs à la Covid-19, a indiqué, dimanche, la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. «La Fédération algérienne de football (FAF) tient à informer que 6 joueurs de l'équipe nationale des U20, ont été testés positifs à la Covid-19, alors que tous les autres cas sont négatifs», a souligné l'instance fédérale. «La Commission médicale fédérale de la FAF, a pris toutes les dispositions pour que les joueurs concernés regagnent leurs lieux de confinement, au moment où le reste de l'effectif a pris le chemin du retour dans les conditions nécessaires», ajoute la même source. L'équipe nationale des U20 avait, rappelle t-on, entamé jeudi au CTN de Sidi Moussa (Alger), un stage de présélection réservé aux joueurs évoluant à l'étranger. Une première partie du stage de préparation, réservée celle-ci aux joueurs locaux, s'était conclue mardi dernier avec un match amical devant la 1ère Région militaire (0-0). Ces stages entrent dans le cadre de la préparation du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) en Tunisie, qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations-2021 (CAN-2021) de la catégorie en Mauritanie, du 16 février au 4 mars prochains.

LFP

En fin de mandat, Medouar autorisé à gérer les affaires courantes de jusqu'à l'AGE

Le président Abdelkrim Medouar, dont le mandat a expiré dernièrement à la tête de la Ligue de football professionnel (LFP), a été «autorisé» à gérer les affaires courantes de cette instance jusqu'à la tenue de l'Assemblée générale élective (AGE), a indiqué la LFP. Cette AGE aurait déjà dû se tenir, mais l'échéance a finalement été retardée à cause de la pandémie de nouveau coronavirus.

«La LFP a reçu une correspondance de la FAF, en date du 25 octobre, autorisant le président Medouar à poursuivre la gestion des affaires courantes de la LFP jusqu'à la tenue de l'AGE», a indiqué l'instance dans un communiqué, en précisant que la date de cette assemblée élective est prévue «pendant la période décidée par le ministère de la Jeunesse et des Sports et ce, après l'amendement des statuts de la LFP, essentiellement en ce qui concerne la composante de l'assemblée générale».

Ligue 1 : MC Oran

Début du stage de Tlemcen

Le MC Oran, sous la houlette de son entraîneur français, Bernard Casoni, est passé depuis dimanche, à la deuxième étape de la préparation d'intersaison en prévision du coup d'envoi du championnat de Ligue 1. Les «Hamraoua» débarquent dans la ville de Tlemcen pour effectuer un stage d'une dizaine de jours au cours duquel le staff technique axera son travail sur l'aspect technico-tactique, après près de 3 semaines de préparation physique. Cela n'a toutefois pas empêché les gars d' «El-Bahia» de disputer leur premier match amical de l'intersaison qu'ils ont remporté face à la sélection de la Sûreté nationale d'Alger (2-0) vendredi passé à Oran. Lors du stage de Tlemcen, la formation phare de la capitale de l'Ouest compte jouer au moins 3 autres rencontres, selon son entraîneur Casoni. Cependant, les dirigeants oranais trouvent déjà des difficultés pour dénicher des sparring-partners sur place. Hormis le WA Tlemcen, nouveau promu en Ligue 1, toutes les autres équipes de la région et qui évoluent dans différents paliers, n'ont toujours pas repris l'entraînement, souligne-t-on. Il s'agit ainsi du seul souci qui préoccupe le patron technique du MCO, qui a noté avec satisfaction «les progrès que sont en train de réaliser (ses) capés sur tous les plans», et aussi «l'amélioration des conditions de travail dans le club, après un début très difficile dans ce registre».

www.lechodalgerie-dz.com Mardi 27 octobre 2020 - 10 Rabie Al Awwal 1441 Nº 2533 - Prix : 10 DA - 1€

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo	Min° / Max°	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
		10°/21°	9°/21°	4°/16°	12°/24°	8°/24°

Horaires des prières	Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
		05:40	12:32	15:32	17:56	19:18

Coronavirus :

276 nouveaux cas, 178 guérisons et 8 décès ces dernières 24 heures en Algérie

Deux cent soixante-seize (276) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 178 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, le Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 56 419 dont 276 nouveaux cas, soit 0,6 cas pour 100 000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à1922 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 39 273, a précisé le Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 20 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 21 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 7 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 30 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen la vigilance et le respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Bac 2020

Le Premier ministre préside la cérémonie de distinction des meilleurs lauréats

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a présidé, hier à Alger, la cérémonie de distinction des meilleurs lauréats du baccalauréat session 2020, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Lors de cette traditionnelle cérémonie annuelle organisée au Palais du peuple, M. Djerad a procédé à la distinction des 3 meilleurs lauréats à l'échelle nationale, en leur décernant respectivement les médailles d'or, d'argent et de bronze, ainsi que des meilleurs lauréats de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques et du meilleur bachelier de chaque filière. Le taux de réussite aux épreuves du bac pour l'année scolaire 2019/2020, organisées du 13 au 17 septembre dernier, s'élève à 55.30%, soit un total de 226 019 nouveaux bacheliers. Le nombre des lauréats avec mention «excellent» est de 517 élèves, dont le premier au niveau national Seddiki Abdessemad de la wilaya de Tlemcen, inscrit en filière de Maths-techniques avec une moyenne de 19,20. Il s'agit également de 8733 lauréats avec mention «très bien», 21 088 avec mention «bien» et 42 799 autres avec mention «assez bien».
A rappeler que la cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat, de membres de l'Exécutif, des parents des meilleurs lauréats ainsi que des représentants du secteur de l'Education nationale, notamment d'enseignants et de syndicats.

Semaine mondiale de l'éducation aux médias

Conférence en ligne du 26 au 30 octobre

Une conférence en ligne, organisée par l'Unesco et à laquelle prendront part les institutions des Etats membres, se tiendra du 26 au 30 octobre en cours, à l'occasion de la Semaine mondiale de l'Education aux médias et à l'information (EMI), a-t-on appris, hier, auprès du ministère de la Communication. La Semaine mondiale EMI 2020 sera co-présidée par la République de Corée, sous le thème «Résister à la désinfodémie : *l'éducation aux médias et à l'information pour tous et par tous*». Selon la même source, la crise Covid-19 «a démontré davantage les méfaits de la désinformation sur la santé publique et sur les efforts de la communauté internationale pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), sachant que les citoyens éduqués aux médias sont bien équipés pour faire face à ce genre de situation». Dans cette optique, il est ainsi demandé de participer à la célébration de la Semaine mondiale à travers l'organisation d'événements locaux et les enregistrer sur le site web: https://fr.unesco-org/global-mil-week-2020. Il s'agit aussi d'organiser un évènement parallèle, une table ronde ou une exposition en ligne connexe en rapport avec les thèmes de la Semaine mondiale de l'information et d'amplifier le thème et les messages de la Semaine mondiale auprès du public via les médias sociaux sous le hashtag+-Semaine Mondiale EMI. L'autre modalité demandée est de diffuser le contenu de l'initiative d'innovation des médias sociaux «MIL CLIKS» de l'Unesco auprès des jeunes sur la page web **(https//fr.unesco.org/MILCLIKS)**.

APS.

● **Gendarmerie nationale**

Mise en place d'un plan spécial Mawlid Ennabaoui Echarif

Le commandement de la Gendarmerie nationale a mis en place un plan sécuritaire spécial à l'occasion de la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif en vue de sécuriser les différents espaces et réseaux routiers à travers son territoire de compétence, au vu de la situation sanitaire exceptionnelle induite par la pandémie de la Covid-19. «Toutes les mesures sécuritaires ont été prises, notamment à travers la mobilisation de formations sécuritaires chargées de la surveillance du territoire et une présence permanente sur le terrain», a précisé hier un communiqué du commandement. Le plan en question repose sur «l'action de proximité, la valorisation du service public pour préserver la sécurité et la sérénité des citoyens, la lutte contre la commercialisation des produits pyrotechniques et l'intensification des patrouilles dans le but d'assurer une intervention rapide, le cas échéant».
La Gendarmerie nationale met à la disposition des citoyens le numéro vert **10-55** ainsi que le site électronique et la page Facebook TARIKI pour se renseigner sur l'état des routes, outre le site de pré-plaintes et de renseignements à distance **«www.ppgn.mdn.dz»**.

Le point sur la pandémie :

Nouveau record de cas dans le monde, selon l'OMS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé dimanche avoir enregistré samedi un nouveau record mondial – 465 319 cas – de contaminations par le coronavirus pour la troisième journée consécutive.

Plus de 42,69 millions de cas :
La pandémie a fait au moins 1,15 million de morts dans le monde depuis fin décembre, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles dimanche en milieu de journée. Plus de 42,69 millions de cas ont été officiellement diagnostiqués. Les États-Unis sont le pays le plus endeuillé avec 225 212 morts, suivis par le Brésil (157 134), l'Inde (118 534), le Mexique (88 743) et le Royaume-Uni (44 745).

L'OMS inquiète d'un «nationalisme vaccinal» :
Le patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé, ce dimanche, à la solidarité mondiale dans la distribution de tout futur vaccin contre le coronavirus, sur fond d'explosion du nombre des cas à travers la planète. Dans un discours vidéo à l'ouverture d'un Sommet mondial de la santé de 3 jours à Berlin, Tedros Adhanom Ghebreyesus a déclaré que le seul moyen de surmonter la pandémie était de le faire ensemble et de s'assurer que les pays plus pauvres aient un accès équitable à un vaccin. «Permettez-moi d'être clair : le nationalisme vaccinal prolongera la pandémie, ne la raccourcira pas», a-t-il affirmé.

Couvre-feu en Espagne :
Confrontée à une explosion du nombre des cas en Espagne, le Premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, a annoncé l'instauration avec effet immédiat d'un état d'urgence sanitaire pour une durée de plus de six mois sur tout le territoire espagnol, ainsi qu'un couvre-feu partout à l'exception des îles Canaries.

Plus de 50 000 cas en France en 24h :
Un nouveau record a été établi en France dans l'épidémie de Covid-19 avec 52 010 cas supplémentaires enregistrés en 24 heures, selon les chiffres officiels diffusés dimanche.

Nouvelles restrictions en Italie :
Après les chiffres record de nouvelles contaminations, l'Italie a décidé de renforcer les restrictions contre le coronavirus, en dépit des manifestations ces derniers jours à Rome et Naples contre le couvre-feu instauré dans trois régions.

Manifestation contre les restrictions à Berlin :
Plusieurs centaines de policiers se sont déployés dimanche à Berlin pour mettre fin à une manifestation contre les restrictions anti-coronavirus, tandis qu'en parallèle un engin incendiaire a été lancé contre l'autorité sanitaire chargée de piloter la lutte contre la pandémie.

L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information
www.lechodalgerie-dz.com